

REVUE DE PRESSE

Le 26 avril 2024

JOURNAUX **PRESSE** **Radio** information
télé
MÉDIAS *Médias*
sociaux

Afin de se conformer à la Loi sur le droit d'auteur,
la FCSSQ détient une licence autorisant une
redistribution électronique restreinte de ce document.



La Fédération
des centres de services
scolaires du Québec

PRODUIT PAR

influence

ACTUALITÉS

Il y a « urgence » de revoir la formation continue de la main-d'œuvre, disent les cégeps

Québec doit faciliter l'accès à ces formations pour améliorer la productivité des travailleurs, plaide leur fédération

ZACHARIE GOUDREULT
LE DEVOIR

Il y a « urgence » d'agir pour revoir l'encadrement de la formation continue au Québec et en faciliter l'accès, au moment où l'économie de la province connaît des métamorphoses importantes, martèle la Fédération des cégeps dans un rapport dont *Le Devoir* a obtenu copie sous embargo.

« Que ce soit du point de vue démographique, écologique ou technologique, les transitions que nous sommes appelés à vivre ont et auront des conséquences sur le rehaussement et le maintien dans le temps des compétences de la main-d'œuvre », relève un avis de 39 pages que la Fédération des cégeps a soumis au ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale.

L'organisation, qui reçoit l'appui du Bureau de coopération interuniversitaire et de la Fédération des centres de services scolaires du Québec dans sa démarche, décrit ainsi « l'urgence » de réformer la législation québécoise entourant la formation continue au travail.

Depuis 1995, la Loi sur le développement et la reconnaissance des compétences de la main-d'œuvre oblige une partie des entreprises de la pro-

vince à investir un montant équivalent à au moins 1 % de leur masse salariale dans la formation et le développement des compétences de leur personnel. Depuis, la Loi a subi plusieurs assouplissements, au point où elle ne s'applique actuellement qu'aux entreprises ayant une masse salariale de plus de deux millions de dollars. Elle ne concerne désormais qu'un peu plus de la moitié des travailleurs de la province, alors que 85 % des employés de la province avaient accès en 2005 à des formations offertes par des entreprises ou des établissements d'enseignement supérieur, relève le rapport de la Fédération des cégeps.

Elle fait donc état d'un « recul de la formation en emploi » dans la province.

« Au Québec, on a un dispositif pour soutenir la formation qui, visible-

ment, ne répond pas aux besoins actuels de notre économie », tranche en entrevue le président-directeur général de la Fédération des cégeps, Bernard Tremblay. Dans ce contexte, « un coup de barre » s'impose, plaide-t-il.

Des inégalités et des ratés

Le document note par ailleurs des inégalités dans l'accès des travailleurs à ces formations. « Les entreprises plus petites et la main-d'œuvre peu qualifiée ont davantage de besoins en formation et y ont généralement moins recours », souligne le document. Ces formations sont pourtant essentielles pour rendre la main-d'œuvre plus productive, au moment où le marché du travail évolue rapidement au gré des nouvelles technologies, souligne M. Tremblay.

« On aura beau faire toute l'innovation du monde, si on n'a pas des gens pour prendre le relais, pour appliquer cette innovation-là, bien, ça va rester sur les tablettes et ça va être d'autres pays qui vont en bénéficier », lance-t-il.

Les employés qui souhaitent suivre ces formations à temps partiel et acquérir de nouvelles connaissances liées à leur emploi tout en continuant de



travailler à temps plein sont par ailleurs pénalisés par les programmes d'aide financière actuellement offerts par Québec, note le rapport. Le document souligne également que les employés les moins scolarisés sont aussi ceux qui ont le moins accès à ces formations : « Les gens qui sont sur le plancher, si on veut, on a tendance un peu à les négliger », déplore Bernard Tremblay.

« Donc, visiblement, on est devant quelque chose qui n'est pas adapté pour les transitions de carrière, quelque chose qui n'est pas adapté au rehaussement des compétences et au

développement de nouvelles compétences », poursuit-il, en référence à l'encadrement actuel de la formation continue au Québec.

La Fédération des cégeps réclame ainsi une révision législative pour faciliter l'accès à la formation continue liée à l'emploi, « de manière à rehausser les compétences de toute leur main-d'œuvre » québécoise. Cette dernière presse en parallèle Québec de mieux encadrer « l'évaluation de la qualité des formations qui sont offertes » dans la province. Car, actuellement, plu-

sieurs formations « un peu bonbons » — qui n'ont pas vraiment pour effet d'améliorer les compétences des employés — sont offertes par des entreprises qui souhaitent simplement répondre aux exigences législatives imposées par Québec, glisse M. Tremblay.

« En 2024, attester de la formation simplement par un acte de présence, selon moi, ça ne fonctionne plus », lance Bernard Tremblay. « Ce dont on a besoin, ce sont des formations structurées qui nous permettent d'attester de l'acquisition de compétences », conclut-il.

ACTUALITÉS

Sale temps pour le français

CHRISTIAN RIOUX



On l'aura appris dans un magazine français. Enfin, presque. Plutôt un magazine américain publié en France. Cela nous en dit déjà beaucoup. C'est en effet le magazine *Vogue* qui nous aura révélé la nouvelle au détour d'une phrase. Une toute petite information glissée entre deux lignes d'une longue entrevue. Mais elle en dit beaucoup. Ainsi, Céline Dion parlerait anglais à ses enfants.

On n'en fera pas une histoire. Chacun règle sa vie privée comme il l'entend. Mais chacun sait aussi comment nombre d'enfants élevés dans cette sorte de bilinguisme très particulier que l'on trouve au Canada ont toutes les chances de finir par parler cette variété de français elle aussi très particulière qui caractérise par exemple le premier ministre canadien. Je prends cet exemple parce qu'il est le plus parlant, mais on pourrait citer des milliers de cas semblables où les mots sont tous en français, mais tout le reste en anglais. La pensée aussi.

Le même jour, je suis tombé sur cet article nous révélant que les élèves d'une école secondaire de l'ouest de Montréal réclamaient le droit de s'exprimer en anglais hors des cours. Ici, on n'assiste pas à la disparition du français, mais à une forme de bilinguisation généralisée que l'on pourrait qualifier de louisianisation. On pardonnera au correspondant étranger, pourtant à mille kilomètres de Vaudreuil, de ne pas rester insensible à une telle nouvelle. D'autant qu'il aurait pu entendre sensiblement la même chose dans un collè-

ge de la banlieue parisienne. Bien sûr, ici, il ne s'agit pas de l'anglais, mais on y constate le même désintérêt et le même renoncement à l'égard de la culture française.

Le point commun entre Vaudreuil et Romans-sur-Isère, c'est ce qu'il faut bien appeler la submersion migratoire. Dans les deux cas, une population issue de l'immigration en est venue à constituer une majorité suffisamment imposante pour freiner ou carrément stopper son intégration. Bref, la majorité n'a plus le nombre pour imposer sa langue, ses mœurs et sa culture. À ce stade, ce n'est plus une question de bon ou de mauvais vouloir, de services adéquats ou inadéquats, encore moins de bienveillance et d'accueil. Simplement de nombre.

C'est l'académicien Jean Clair qui écrivait, après avoir longtemps vécu aux États-Unis, qu'il avait quitté ce pays le jour où il avait découvert avec stupeur qu'il rêvait en anglais. Pas sûr que les jeunes de Vaudreuil et de Romans-sur-Isère rêvent dans la langue et la culture de Molière.

Contrairement à ce qu'on nous serine à cœur de jour, il faut des années pour développer un attachement à une culture ou à une langue et en déployer toutes les racines. C'est encore plus vrai, à l'époque de l'effondrement scolaire, pour une langue où l'écrit a toujours mené le bal avec ses liaisons, ses terminaisons, ses genres grammaticaux, l'extrême finesse de son « e » muet et ces multiples nuances qui en font toute la difficulté, mais aussi l'extraordinaire beauté.



Laisser croire que l'on devient Français ou Québécois et qu'on parle correctement le français en quelques années ou même en une seule génération est déjà un mensonge — demandez-le à la gouverneure générale du Canada ! Pour ne pas dire une escroquerie inventée par ces gestionnaires du désordre planétaire pour qui les migrants ne sont au fond qu'une forme de bétail humain que l'on déplace d'un continent à l'autre au gré des besoins du moment. Rien de plus normal que cette déculturation — aussi appelée « décivilisation » — d'une population apatride qui n'a plus les repères de son pays d'origine et à qui il faudra un temps long pour en acquérir de nouveaux. Comment s'étonner dans ce contexte que la langue et la culture du maître s'imposent tout naturellement ?

Car la mondialisation, elle, n'attend pas. Ajoutez à ce constat l'idéologie décoloniale — qui, étrangement, s'exprime le plus souvent en anglais — et vous comprendrez pourquoi dans ces milieux, en France comme au Québec, le français et sa culture sont souvent considérés avec une certaine morgue. De là à ce que les défenseurs du français soient demain qualifiés d'extrême droite, il n'y a qu'un pas. Je suis prêt à prendre les paris.

Tout cela survient, comme l'écrit le sociolinguiste Lionel Meney, à un moment où l'on assiste à « la réduction progressive du territoire du français, du nombre de situations dans lesquelles son usage est possible, voire nécessaire, sa perte d'influence comme langue de communication internationale, de la diplomatie, des sciences, des techniques du commerce, des sports et de la culture ».

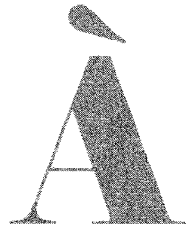
Dans son dernier livre (*Le naufrage du français, le triomphe de l'anglais*, PUL), Meney fait le relevé minutieux de la progression de l'anglais en France et de sa pénétration jusque dans la morphologie de la langue. Vous l'aurez compris, Meney n'est pas de ces linguistes qui se contentent de dire béatement que « la langue évolue ».

Un poncif auquel l'écrivain Alain Borer avait fort justement répondu que si « la langue évolue, le cancer aussi ».

ÉDITORIAL

ÉTUDE DE L'OQLF

En français, s'il vous plaît



**MARIE-ANDRÉE
CHOUINARD**



la faveur d'une nouvelle étude publiée par l'Office québécois de la langue française (OQLF), le Québec se gratte de nouveau le « Bonjour-*Hi* » en se demandant si le français va bien ou mal. C'est devenu un refrain connu, et chaque fois il met en scène les deux mêmes fameux camps, qui surfent sur des données identiques pour arriver à des constats opposés : alors que tout va bien pour les uns, il y a danger pour les autres.

Au risque de passer pour des rabat-joie ou de sombres défaitistes, nous sommes dans le camp des inquiets, pour qui le déclin du français se confirme doucement, tranquillement, au fil du temps qui passe. La langue française est une affaire de statistiques, et on peut l'ausculter sous divers angles mathématiques. Mais si ces mêmes chiffres réussissent à provoquer des réactions inverses, c'est bien que la langue est d'abord et avant tout affaire de cœur. Quand on a eu mal à sa langue en la voyant plusieurs fois malmenée au gré de l'Histoire, on ne peut pas baisser la garde.

L'OQLF publie une étude après l'autre. La dernière en date, *Langue d'accueil et langue de service dans les commerces du Québec en 2023*, fait suite à deux coups de sonde à la facture similaire effectués en 2010 et en 2017. À l'aide d'observateurs chargés de visiter des commerces dans quelques villes du Québec, l'organisme voulait valider le respect de la Charte de la langue française dans les entreprises. L'article 5 de la Charte stipule que « les consommateurs de biens ou de services ont le droit d'être informés et servis en français ». En entrant dans les quelque 7300 commerces visés par l'exercice, les observateurs devaient relever dans quelle langue on les accueillait — Bonjour, *Hi*, Bonjour-*Hi* — et on les servait.

Pour ce qui est de la langue d'accueil, le constat est éloquent. Entre 2010 et 2023, l'usage du français a perdu 13 points de pourcentage dans les commerces de l'île de Montréal (passant de 84,2 % en 2010 à 74,6 % en 2017 et à 71 % en 2023). Pendant ce temps, l'anglais grignotait 5 points de pourcentage de plus ; l'accueil bilingue, 8 points. Le recours au « Bonjour-*Hi* », que certains associent beaucoup trop simplement à une marque élémentaire de courtoisie, continue donc de gagner du terrain.

Or, Montréal n'est pas une ville bilingue. Le premier article de sa charte énonce on ne peut plus clairement que c'est une « ville de langue française ». Pourquoi alors s'astreindre à un bilinguisme d'accueil qui ne correspond pas le moins du monde à ce que la ville aspire à demeurer, c'est-à-dire une métropole riche de sa diversité, mais à l'affirmation francophone forte ?

On entend d'ici soupirer. Quel mal peut bien faire une politesse bilingue si ensuite la langue de service est presque essentiellement en français (le rapport note en effet que, sur l'île de Montréal, seuls 2,6 % des observateurs envoyés par l'OQLF n'ont pas pu être servis en français) ? Un mal aussi insidieux que néfaste, car non seulement cette pratique brise-t-elle l'esprit des lois, elle contribue en plus à dépeindre Montréal comme une ville bilingue dès l'entrée, peu importe qui on est — touriste, résident francophone, allophone ou anglophone. L'OQLF note d'ailleurs une progression des plaintes sur la langue de service d'année en année.

Le ministre de la Langue française, Jean-François Roberge, ne se réjouit pas lui non plus de ces résultats, qui montrent que le français n'a pas la vigueur espérée. Un plan d'action sur la langue française, dont les grandes lignes ont été dévoilées dans *La Presse* cette semaine, sera présenté incessamment. M. Roberge se défend de vouloir servir du réchauffé, comme on l'a laissé entendre, mais si la Coalition avenir Québec (CAQ) veut freiner le déclin du français, comme elle dit être en mesure de le faire, les actions devront être vigoureuses et cibler les générations à venir.

Sur ce seul et unique front, il y a fort à faire, car les jeunes n'ont pas mal à leur langue comme les plus expérimentés, pour le dire avec des égards, en souffrent. Pour ces jeunes-là, qui conversent en bande d'amis francophones en empruntant ici et là à d'autres idiomes (dont l'anglais), l'accueil bilingue à Montréal n'est que le prolongement naturel d'une galanterie linguistique consentie à Montréal, au Québec, parcelle de l'échiquier mondial. Rien de bien plus grave que cela. Nous sommes des citoyens du monde !

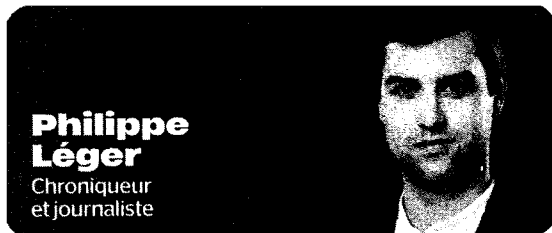
Mais nous sommes les citoyens d'un sympathique bastion francophone dont les fortifications ont besoin de mortier. Plusieurs actions sont nécessaires. La sélection d'immigrants francophones contribuera évidemment à freiner la chute du français, et il faudra s'assurer aussi que soient levés les nombreux obstacles placés sur la route des immigrants temporaires dans l'apprentissage du français.

Pour un français digne de ce qu'il est comme socle identitaire et culturel, les écoles et les milieux culturels québécois devraient pouvoir établir un maillage permanent afin d'offrir un foisonnement d'activités culturelles en français. L'éducation et la culture ont beaucoup à offrir pour maintenir en vie ou faire fleurir la fierté d'une langue comme le français.

ACTUALITÉS

Rectificatifs

L'extrait de texte « Maternelle 4 ans », publié en page A 2 de notre édition du 25 avril, mentionnait que Québec n'avait pas ouvert de nouvelles classes de maternelle 4 ans dans la dernière année. Or, il en a plutôt ouvert 74. Par ailleurs, le texte « L'art de recycler des bouts de musée », publié en page B 3 de notre édition du 24 avril, mentionnait que Berirouche Feddal présentait chez McBride Contemporain sa toute première exposition solo à vie. C'est plutôt sa première exposition solo en ce lieu. -



Ce ne sont pas des anecdotes, ce sont les signes d'une anglicisation

Je suis toujours surpris des contorsions dignes de gymnastes olympiens de certains pour expliquer qu'au fond, il n'y a pas vraiment de déclin du français à Montréal et au Québec.

Tout va bien, mesdames-messieurs, sur le front linguistique. Circulez.

Et pourtant, il y a beaucoup à voir.

NIER ET NORMALISER

Cette semaine, c'était au tour d'une étude sur la « langue de service » de s'ajouter à l'édifice de mauvaises nouvelles sur l'avenir du français. L'OQLF nous apprend qu'entre 2010 et 2023, le pourcentage de clients reçus uniquement en français a diminué à Montréal, tandis que l'accueil uniquement en anglais, lui, a augmenté.

L'avenir s'annonce ensoleillé pour le Bonjour-Hi, tout comme le *Hi* tout court.

Or, ce qui continue de me surprendre, c'est que face à ces constats, certains trouvent toujours des excuses pour minimiser la pente savonneuse sur laquelle le français glisse depuis quelques années.

Ou pire, la normaliser en nous disant que ce n'est pas la fin du monde.

Il n'y a jamais matière à être inquiet, selon eux. Le français recule comme « langue de travail »? Pas d'inquiétude, c'est comme ça, c'est la langue de la business.

Le français comme langue maternelle et celle parlée à la maison reculent à un rythme effréné? Pas d'inquiétude, on peut parler français tout en ayant une langue tierce à la maison.

La proportion de francophones recule à Montréal? Pas d'inquiétude, c'est parce que les familles francophones partent vers les banlieues.

Des jeunes élevés francophones, dans une école francophone, font le choix de parler en anglais entre eux, car ce serait moins « inconvenient »? Pas d'inquiétude, juste un fait divers à Vaudreuil-Dorion.

Une équipe de hockey junior de Drummondville enfle des chandails uniquement en anglais? Pas d'inquiétude, c'est pour les préparer au hockey professionnel.

L'industrie culturelle québécoise est en crise? Pas d'inquiétude, c'est juste une question de financement et de découvrabilité.

FAITS DIVERS?

À un certain moment, les faits divers s'empilent.

Ils tissent un filet qui prend la forme d'un fait de société: le français recule, l'anglais avance. Et c'est inquiétant.

 philippe.leger@quebecomedia.com



Seringues et itinérance à côté de la cour d'école

Des élèves auraient vu des sans-abris se dénuder

AGENCE QMI | Des parents d'une école du quartier Saint-Henri, à Montréal, dénoncent la cohabitation déjà chaotique avec un refuge pour sans-abri doté d'un centre d'inhalation supervisé qui a ouvert il y a 10 jours.

« Il y a des parents qui ont rapporté qu'ils se sont fait pitcher des roches, il y a eu des bagarres à côté, des enfants qui ont vu des itinérants faire pipi en face d'eux. [...] Il y avait un itinérant qui était nu de ce que j'ai vu », a raconté un père de famille à TVA Nouvelles, qui a demandé de ne pas se faire identifier.

Le sentiment de sécurité s'est grandement dégradé autour de l'école Victor-Rousset, depuis l'ouverture de la Maison Benoît Labre, le 15 avril dernier. Les enfants qui sortent pour la récréation seraient témoins de scènes plutôt dégradantes.

Des sans-abri et consommateurs se sont installés avec leurs effets personnels, notamment dans les marches d'escaliers d'un immeuble résidentiel.

Certains voisins auraient retrouvé récemment des seringues au sol. D'autres affirment s'être fait engueuler par une personne en état d'ébriété ou sous l'influence de la drogue.

Des parents ont même érigé une banderole où l'on peut lire : « Centre d'inhalation

et d'injection ? Pas dans ma cour... d'école ! »

Des sans-abri rencontrés hier ont indiqué apprécier les nouveaux services de la Maison Benoît Labre et l'encadrement offert par les intervenants.

Ils sont toutefois conscients que leur présence à l'extérieur peut déranger et admettent qu'il peut y avoir des débordements. La cohabitation n'est pas évidente.

DONNER LA CHANCE AU COUREUR

La directrice de la Maison Benoît Labre, Andréane Désilets, a expliqué à TVA Nouvelles que la situation devrait s'améliorer sous peu, lorsque les travaux de l'entrée principale sur l'avenue Atwater auront été exécutés.

Étant donné que cette entrée n'est toujours pas accessible, la clientèle passe par la porte arrière qui fait presque face à la cour de l'école primaire.

M^{me} Désilets a souligné qu'un comité pour assurer une meilleure cohabitation avait été mis sur pied et demande à la population de donner la chance au coureur et de faire preuve de patience, le temps que le centre puisse s'habituer à ses nouvelles installations.

De nombreux policiers du SPVM spécialisés dans les interventions auprès de cette clientèle vulnérable étaient présents hier, près de la Maison Benoît Labre, pour discuter avec la clientèle.



Politique

Québec pourrait repousser ses cibles d'électrification des autobus

Par Simon Carmichael, Le Soleil

Devant des défis d'approvisionnement et d'efficacité des autobus électriques, le gouvernement Legault songe à revoir ses cibles pour l'électrification du transport scolaire.

Le ministre de l'Énergie, de l'Innovation et de l'Économie, Pierre Fitzgibbon, a ouvert la porte à un report des cibles lors d'une discussion avec les membres de la Chambre de commerce et d'industrie du Grand Lévis.

«Je ne dis pas qu'on va le faire, mais on pourrait retarder [la cible]», a répondu l'influent ministre caquiste à une représentante de la Fédération des transporteurs par autobus scolaires (FTAS), qui s'alarmait de possibles bris de services si Québec maintenant son objectif d'électrification.

Le gouvernement Legault vise à ce que 65 % du parc d'autobus scolaires soit électrifié d'ici 2030.

«Actuellement, sur 8000 véhicules, on en compte à peine 1000 [qui sont électrifiés], a fait remarquer Chantale Dugars au ministre, souligne que ses membres ne peuvent pour l'instant s'approvisionner qu'auprès d'un seul fournisseur, Lion électrique, qui peine à répondre à la demande.

«Et elles sont dans la cour du fabricant, faute d'approvisionnement, ou dans la cour de nos membres, parce qu'on a des difficultés à ce qu'elles soient efficaces sur les parcours scolaires», a résumé la représentante des transporteurs. «Vous comprendrez qu'il risque d'y avoir des bris de service.»

La cible d'électrification de Québec met aussi une pression «importante» sur les entreprises de transport scolaire, a noté Mme Dugars. «J'ai plus de 104 entreprises qui ont été vendues depuis trois ans, faute de support.»

Elle espère que Québec augmentera ses subventions pour soutenir la transition et que le gouvernement retardera ses cibles d'électrification, histoire de soulager la pression imposée aux transporteurs, qui doivent oeuvrer avec une technologie nouvelle

«Est-ce qu'on va trop vite», se demande Fitzgibbon

«Vous avez raison [...] Il est clair qu'on va avoir un choix à faire», a rapidement convenu le ministre de l'Énergie et de l'Économie, reconnaissant les enjeux des transporteurs qui tentent de se plier aux cibles de Québec.

«On a déjà augmenté la subvention [aux transporteurs pour l'achat], mais il y a un niveau au-delà duquel on n'ira pas, a poursuivi l'influent ministre caquiste. Conséquemment, la question, c'est "Est-ce qu'on va trop vite dans l'électrification?"», a-t-il noté, jugeant l'interrogation «très valable».

Participez à la conversationLaissez un commentaire ci-dessous et faites-nous part de votre opinion.

«Si nos cibles sont trop ambitieuses, et je ne suis pas sûr qu'elles le sont en passant [...] on va les changer», a par la suite affirmé le ministre Fitzgibbon, se disant «très conscient» des enjeux. «Je ne dis pas qu'on va le faire, mais on pourrait retarder.»

Le ministre de l'Économie a par la suite révélé qu'une rencontre «juste sur ce sujet-là» aurait lieu la semaine prochaine avec la ministre des Transports, Geneviève Guilbault, le ministre de l'Éducation, Bernard Drainville, et le ministre de l'Environnement, Benoit Charette.

Repousser pour les villes aussi

Les sociétés de transport du Québec vivent les mêmes enjeux que les responsables du transport scolaire, a confirmé le maire de Lévis, Gilles Lehouillier.

Selon lui, Québec devrait également repousser la date butoir imposée aux villes pour électrifier leurs flottes d'autobus municipaux.

«Une des façons de faire baisser la pression, c'est peut-être de commencer à voir si on ne pourrait pas donner un peu plus de délais pour l'électrification des flottes, a

indiqué le maire Lehouillier. Parce que ça impacte aussi les budgets de sociétés de transport.»

«C'est beaucoup d'investissements et ça n'améliore pas le service», a résumé l' élu lévisien. Il affirme avoir fait de représentations avec le maire de Québec pour dire au gouvernement Legault que sa cible «n'a pas de bon sens» dans le contexte actuel.

«Les exigences sont énormes et ça va amener une pression énorme sur nos budgets, à un moment où il faut aussi améliorer les services, a remarqué Gilles

Lehouillier. C'est ça le problème, on ne pourra pas faire les deux.»

Seulement à Lévis, les coûts de l'électrification du transport en commun pourraient être de 25 à 30 millions, a-t-il souligné. En plus de l'acquisition de bus électriques, la transition nécessite la construction de nouveaux garages et la formation d'employés, habitués à travailler avec des moteurs thermiques.

ICI  RADIO-CANADA

Trois classes adaptées à la réalité pour les étudiants en enseignement à l'UQAC

RADIO-CANADA

D'ici quelques jours, des classes traditionnelles seront démolies à l'Université du Québec à Chicoutimi (UQAC) pour que trois locaux adaptés à la réalité scolaire soient mis en place. Les futurs enseignants du préscolaire, du primaire et du secondaire pourront y accueillir des élèves à l'occasion.

Le projet EdUQACtion, qui représente un investissement de 700 000 \$, devrait être terminé à temps pour la session d'hiver 2025.

La démolition des classes traditionnelles situées près de l'entrée du pavillon principal s'amorcera le 1er mai.

Un laboratoire de recherche

Selon la professeure titulaire au Département des sciences de l'éducation Nicole Monney, les classes seront notamment munies de caméras et de micros.

Ça va nous permettre de faire de la recherche. On va pouvoir tester des approches pédagogiques particulières avec un groupe d'élèves et voir comment les enfants réagissent. Est-ce que l'apprentissage se fait ou pas? C'est super important aussi pour la recherche ensuite, a-t-elle expliqué.

À l'intérieur des classes préscolaire et primaire, il y aura des blocs que les enfants pourront utiliser de différentes manières pour s'y asseoir, y grimper ou s'y coucher.

Il y aura aussi des alcôves dans lesquelles les élèves vont pouvoir lire.

De plus, il sera possible de dessiner sur tous les murs et sur les bureaux. Ces derniers pourront aisément être jumelés ou utilisés de façon individuelle.

Dans la classe destinée aux élèves du secondaire, il y aura entre autres une cuisine qui permettra aux enseignants de tenir des activités sur l'alimentation, un peu comme ce qui se fait dans les Lab-Écoles.

On a déjà vu des classes similaires du côté de Trois-Rivières, mais ce qui est intéressant, c'est que ça a été

réfléchi de façon interdisciplinaire. [...] C'est-à-dire qu'on n'est pas juste sur le primaire, on n'est pas juste sur le secondaire, on est en arts, en adaptation scolaire, on a les gens qui travaillent en danse, ceux qui travaillent en théâtre, a élaboré la professeure titulaire.

Selon elle, les futurs enseignants pourront s'en servir pour réfléchir à leurs activités d'enseignement avec du matériel et aussi tester leurs approches puisque des élèves vont s'y rendre. Il faut voir ces classes un peu comme un incubateur de nouveaux savoirs, a poursuivi Mme Monney.

Pour se démarquer

Selon le vice-recteur aux études, à la formation et à la réussite à l'UQAC, Étienne Hébert, cet investissement permet à l'établissement universitaire de se démarquer.

C'est quelque chose qui va faire notre image de marque. On pense que ça va donner une meilleure formation à nos étudiants, ça va en faire de meilleurs enseignants, s'est réjoui M. Hébert.

L'UQAC accueillait déjà des élèves, mais à l'avenir, ça se fera dans un environnement plus favorable et similaire à celui qu'ils connaissent.

L'établissement va aussi mettre en place le couloir de l'apprentissage, où les élèves pourront développer leur motricité globale.

ICI  RADIO-CANADA

L'école Jean-du-Nord/Manikoutai crée la Fondation Husky

MICHÈLE BOUCHARD

L'école secondaire de Sept-Îles crée la fondation Husky pour continuer d'offrir des activités scientifiques, sportives et artistiques accessibles aux élèves.

Les fonds amassés par la Fondation Husky permettront d'acheter de nouveaux équipements et de couvrir les coûts des transports à l'extérieur de la région, dans un contexte où le coût de la vie augmente.

Le président de l'organisme, Denis Clements, rappelle que dans une région éloignée comme la Côte-Nord, il est important d'appuyer les jeunes, particulièrement lorsqu'ils vont compétitionner dans d'autres régions. Il espère d'ailleurs que la communauté sera au rendez-vous pour les activités de financement de la fondation.

Par exemple, l'équipe d'impro doit se déplacer si on veut qu'ils prennent de l'expérience, voir ce qui se passe ailleurs. On veut diminuer les impacts financiers pour ces gens-là, indique-t-il.

La directrice de l'école Jean-du-Nord/Manikoutai, Marie-Ève Murray, fait remarquer que les écoles des régions éloignées n'ont pas d'enveloppes budgétaires supplémentaires pour couvrir les dépenses engendrées par les grandes distances que leurs élèves parcourent.

C'est jusqu'à 15 000 \$ pour un autobus pour amener des équipes, en plus des ressources humaines et de l'hébergement. Mais on reçoit le même financement que toutes les écoles de la province, précise-t-elle.

La fondation permettra également de continuer à couvrir les frais d'inscription à certains programmes.

Ailleurs en province, les parents peuvent payer des frais de 2000 \$ à 10 000 \$ pour l'accès à des projets particuliers. Nous, on souhaite que ça demeure gratuit, ajoute la directrice.

Cet engagement fait grandement plaisir aux élèves, pour qui la plus grande accessibilité aux activités revêt une importance particulière.

Les tournois, c'est vraiment quelque chose qui rassemble une équipe, qui aide beaucoup au développement, partage Océane Neault, une élève de cinquième secondaire qui a elle-même fait partie de l'équipe de volley-ball.

Je vois mes amies qui font partie de ces sports-là, je les vois évoluer là-dedans puis avoir vraiment du plaisir. Je ne voudrais pas apprendre qu'ils doivent se limiter à cause des coûts, ajoute Marianne Robichaud.



Le Syndicat des enseignants soulève des questions sur l'évacuation de l'École la Maisonnée

MARION BÉRUBÉ

Le Syndicat de l'enseignement de l'Estrie soulève des questions sur la gestion de l'intervention qui a mené à l'évacuation de l'école primaire la Maisonnée, à Sherbrooke, mercredi. Les enfants et le personnel ont dû passer plus d'une heure à l'extérieur, sous la pluie, alors que plusieurs n'avaient pas de vêtements chauds.

Élèves et membres du personnel ont d'abord dû évacuer l'école une première fois vers 10 h 30. Ça s'est bien déroulé, on a demandé à tout le monde de sortir le plus rapidement possible, raconte d'emblée le vice-président du Syndicat de l'enseignement de l'Estrie, David Raymond.

La météo a vite joué les trouble-fête. Faut se rappeler qu'à 10 h 30, il y avait de la pluie, il faisait deux ou trois degrés, ce n'était pas chaud, rappelle David Raymond. D'après le syndicat, les jeunes ont pu rentrer dans l'école 45 minutes plus tard, pour ressortir peu de temps après en raison d'une deuxième alarme. C'est vers 11 h 50 qu'on a permis aux gens de retourner à l'école, soutient David Raymond.

Il y a des gens qui ont passé plus d'une heure à l'extérieur, c'était très froid, ils étaient détrempés, ils n'avaient pas nécessairement de linge de rechange, ils ont dû continuer à travailler détrempés.

- David Raymond, vice-président du Syndicat de l'enseignement de l'Estrie

Vu la situation, le syndicat estime qu'il aurait été préférable de fermer l'école pour l'après-midi et de laisser les élèves rentrer chez eux. Les élèves ont eu froid, ils étaient fatigués, ils étaient stressés, donc ils n'étaient pas nécessairement aptes à recevoir des cours et des leçons, mais il y a aussi des enseignants qui avaient froid, qui étaient fatigués. Eux aussi ont questionné la décision de maintenir l'école ouverte en après-midi, soutient le vice-président du syndicat.

Visiblement, il y a des parents qui se questionnaient aussi, puisque beaucoup ont fait le choix de garder leur enfant à la maison l'après-midi, ajoute David Raymond.

Une note a été envoyée aux parents en milieu d'après-midi pour les informer de l'événement, indique le Centre de services scolaire de la Région-de-Sherbrooke. On l'a fait le plus rapidement possible étant donné qu'il faut s'occuper des élèves en priorité, estime le directeur général Sylvain Racette.

Dans une situation comme hier, toute l'attention est mise sur les élèves pour s'assurer qu'on s'en occupe, qu'on se coordonne, qu'on puisse les mettre rapidement au chaud.

- Sylvain Racette, directeur général, Centre de services scolaire de la Région-de-Sherbrooke

Des leçons à tirer

Une rencontre devait être organisée au sein de l'école primaire jeudi pour faire un bilan de l'opération. Pour moi, les éléments qui sont à revoir, c'est l'aspect communication : est-ce qu'on doit communiquer avec les parents plus rapidement? Il y a l'enjeu de communication pour l'autobus. C'est quoi le délai qu'il faut prévoir dans de telles circonstances pour être en mesure de prendre les meilleures décisions? s'interroge le syndicat.

Des autobus de la Société de transport de Sherbrooke devaient en effet venir en renfort pour permettre aux jeunes de se réchauffer, mais ont été annulés puisque l'opération était terminée.

C'est sûr que c'est une force majeure. La particularité de l'école, c'est qu'il n'y a pas d'église ou de bâtiment autour qui permettrait un point de rencontre à l'intérieur, précise David Raymond.

Sylvain Racette souligne de son côté que l'heure de lunch a compliqué la tâche.

On va y penser dans notre post-mortem. Quand on fait nos pratiques, habituellement, on ne fait pas ça sur l'heure du dîner, alors au niveau de l'organisation, c'était moins fluide qu'habituellement, indique-t-il.

Le Centre de services scolaire de la Région-de-Sherbrooke se défend par ailleurs d'avoir gardé l'école ouverte. Fermer apporte aussi de la confusion, parce que les parents ne sont pas à la maison. Là, il faut rejoindre

tout le monde. Il faut se souvenir qu'on est en contact avec les pompiers, et les pompiers nous disent clairement "il n'y a pas un feu dans l'école et la situation va se régler incessamment." On aurait préféré que ce soit 10-15 minutes comme un exercice, mais ça a été plus long, ajoute-t-il.

Latest CAQ target: kids of asylum seekers

Drainville picks on the vulnerable with petty and irresponsible remarks



TOULA DRIMONIS

Language and immigration have long been politicized in Quebec, but we should be alarmed about Education Minister Bernard Drainville's reaction to a news report this week indicating more English is being spoken among students in certain French schools. The education minister blamed a group that can least defend itself: children seeking asylum.

Responding to a report in the *Journal de Québec*, Drainville told reporters the increased presence of English can be explained by the excessive numbers of asylum seekers arriving in Quebec. The school network, he says, no longer has the resources to properly teach them French.

Let's dissect that response.

Quebec's own Immigration Ministry revealed that since Roxham Rd. closed in March 2023, the five main countries of origin of asylum seekers who stayed in the province are Mexico, India, Haiti, Senegal and the Democratic Republic of Congo. The latter three are former French colonies. One

is Spanish-speaking. In India, census figures show around 10 per cent of the population speaks English. Somehow, I doubt these kids are suddenly anglicizing French students in Quebec.

What's more, children of asylum seekers — or at least, the ones who stay (anywhere between 55 and 33 per cent, depending on whether you believe the provincial or federal government) — are meant to attend mandatory intensive French-language classes, with students joining general classes only after they've completed the welcome classes and have basic knowledge of French. If that's not happening, the blame lies with the government, not the children.

Quebec's welcome classes undeniably have seen an influx of asylum seekers over the last few years, and with that an increased need for more resources and teachers. It's part of the education minister's job to ensure those resources and funds are quickly allocated where needed.

Regarding the presence of more English in French schools, the challenge is to find proactive solutions to the pull of English among a younger generation far more immersed in online North American culture than ever before — a challenge not

unique to Quebec.

It's petty and irresponsible to scapegoat a vulnerable group of people who have neither the physical numbers nor the influence to affect how the majority speaks or behaves.

Framing asylum seekers as a problem negatively affects the public's perception of them. It creates resentment and the mistaken belief they somehow not only have the power to grind the school system to a halt, but also the social capital to magically influence Quebec students — in their own environment, speaking their own majority language — to sometimes interact in English when speaking to one another.

Last year, it was reported that the pass rate for the Secondary 5 written exam dropped from 79 per cent in 2019 to 69 per cent in 2022, and that only 48 per cent of students got a passing grade on the grammar and spelling criterion. Back in 2018, the Institut du Québec pointed to major shortcomings in our education system and a five-year high school graduation rate of 64 per cent in public schools, the worst in Canada. Meanwhile, absenteeism in Quebec schools has been rising. Are all these issues the fault of asylum seekers, too?

While Quebec's education system remains chronical-

ly underfunded, Drainville is blaming asylum seekers and, he says, "not ruling out" penalizing Quebec students for occasionally speaking English with each other — a winning strategy, no doubt, that will encourage them to love French!

The Coalition Avenir Québec government has so far accused the English-speaking community, out-of-province students, temporary workers and, now, asylum seekers for the presence of English in Montreal, a multilingual city in which even the Office québécois de la langue française has found the use of French in public has been holding steady

This constant blame game needs to stop. If we're lacking the resources for francization, then they should be allocated. And this should be done without finger-pointing or panicking at the sound of English being spoken — a language that has been present for most of this city's existence.

Toula Drimonis is a Montreal journalist and the author of We, the Others: Allophones, Immigrants, and Belonging in Canada.

X: @toulastake.





Education Minister Bernard Drainville says Quebec's schools lack the resources to teach French to increasing numbers of asylum seekers. Whose fault is that, asks Toula Drimonis. *DAVE SIDAWAY FILES*

Les directions d'écoles aussi affectées par l'alourdissement de la tâche

Par Lilia Gaulin, La Tribune

Les directeurs des écoles de l'Estrie ne sont pas épargnés par l'alourdissement de leur tâche. Alors que les candidats pour des postes de direction se font de plus en plus rares, la liste de tâches à réaliser au quotidien s'allonge.

Sur le terrain, il est possible de ressentir un «certain épuisement» lié à la lourdeur de la tâche, estime le président de l'Association des directeurs et directrices d'établissement d'enseignement de l'Estrie, Jean-Luc Rose.

«Il y a beaucoup d'éléments qui sont contestables dans la sphère de l'école et qui, finalement, atterrissent sur le bureau d'une direction d'établissement», mentionne-t-il d'entrée de jeu.

Celui qui est aussi directeur de l'école Gendreau à Coaticook nomme par exemple, des demandes de certains parents qui quitteront avec leurs enfants en voyage ou en tournoi sportif. «On nous demande de nous assurer que l'enfant ne prenne pas de retards académiques avec cette décision familiale.»

Visite de l'hygiéniste dentaire, vaccination et examen de la vue, bien que ces services aient du positif pour les élèves, M. Rose avoue qu'ils s'ajoutent à un emploi du temps bien chargé. Les redditions de compte sont de plus en plus nombreuses. «Il ne faut pas oublier que les directions d'établissement, on est des leaders pédagogiques. Il faut prendre le temps aussi de s'assurer de la réussite des élèves et d'encadrer notre personnel.»

«Il y a plein d'éléments qui au bout du compte créent une montagne.»

— Jean-Luc Rose

Certaines directions d'école doivent combiner plusieurs établissements au quotidien afin d'avoir une tâche à 100 %. M. Rose mentionne qu'une directrice au Centre de services scolaire des Hauts-Cantons fait trois écoles. «Ce sont des petites écoles. [...] Par contre, pour la direction en place, c'est trois conseils d'établissement, c'est trois

réalités différentes et c'est trois projets éducatifs qu'elle doit mettre en place. Le travail est triplé.»

Enjeu salarial

La tâche s'alourdit, mais le salaire n'est pas cohérent, note M. Rose. «En comparaison de nombre d'heures travaillées, on est en dessous de l'enseignant qui est à l'échelon maximal à 100 % de tâche», note-t-il.

Cela peut être un frein à l'attractivité des jeunes directions, selon lui. «Ce n'est pas rare que des directions fassent le saut une année ou deux en gestion et après, ça elles retournent à l'enseignement.»

Il tient tout de même à marteler qu'il y a du positif dans le système d'éducation. «Il y a des éléments qui assombrissent un petit peu tout ça, mais en général, c'est un très beau travail et je suis super content de faire ce travail. Je ne trouve pas ça évident non plus en tant que jeune parent, mais c'est faisable. [...] Tout est aussi dans l'approche qu'on a par rapport à tout ça. Oui, c'est lourd, mais oui, c'est beau.»

Pourvoir les postes vacants

La Tribune a révélé récemment que 158 enseignants ont démissionné depuis l'année scolaire 2018-2019 en Estrie. Remplacer du personnel en cours d'année n'est pas toujours évident, explique M. Rose. «J'inclus là-dedans les congés de maladie. Ça reste un défi de gestion, ce n'est pas évident.»

Le recrutement des directions d'établissement est plus difficile à l'extérieur de Sherbrooke, note M. Rose. «Je suis à des Hauts-Cantons. On couvre Coaticook à Lac-Mégantic. C'est loin, ce qui fait que c'est un peu plus difficile de combler certains postes. Sherbrooke, c'est un peu plus facile. Sans dire que la banque est pleine, pleine,

c'est un peu plus facile parce que le bassin de candidats potentiels est plus élevé.»

Vers la fin de l'année scolaire, les étudiants en enseignement à l'université sont disponibles pour prendre des contrats afin de terminer l'année. Ce n'est cependant pas toujours le cas. «En plein milieu de l'année scolaire,

il faut se référer aux ressources humaines. Souvent les banques de candidatures ne débordent pas.»

La réalité du recrutement a complètement changé dans les dernières années alors qu'il y a une quinzaine d'années. Les finissants en enseignement «devaient se vendre et convaincre la direction de nous engager», se rappelle-t-il.

Justice et faits divers

Nouvelle intervention policière à Massey-Vanier

Par Jean-François Guillet, La Voix de l'Est

Presque deux mois jour pour jour après leur dernière intervention à l'école secondaire Massey-Vanier puis à la Massey-Vanier High School, des agents de la Sûreté du Québec ont de nouveau été déployés à l'établissement de Cowansville pour une possible menace, jeudi.

Aucune évacuation des lieux n'a été nécessaire, a confirmé le porte-parole de la Sûreté du Québec (SQ) en Estrie, Louis-Philippe Ruel.

Les agents de la paix ont été dépêchés sur place peu après 13 h 30, à la suite d'un signalement, a-t-il indiqué. Des agents ratissent actuellement les bâtiments pour s'assurer que la sécurité des occupants n'est pas en jeu. Finalement, le confinement a été levé en fin de journée.

Rappelons que ces établissements d'enseignement ont été le théâtre de plusieurs interventions policières au cours des dernières années.

Plusieurs sources avaient alors évoqué que les autorités ont été informées de menaces potentielles, notamment la présence d'une personne armée sur le site de l'école, ou selon d'autres, un appel à la bombe. Des renseignements que n'avait pas corroborés la SQ à ce moment.

Bouteilles d'eau et autres armes potentielles à l'école

Par Patrick Duquette, Le Droit

CHRONIQUE / Quelle histoire intrigante : deux écoles primaires de Val-des-Monts ont interdit les bouteilles d'eau réutilisables en métal à l'intérieur de leurs murs. Pourquoi ? Parce que ces bouteilles peuvent servir d'arme et blesser des gens.

On n'a pas tous les détails — notamment, on ne sait pas quels incidents ont pu provoquer cette étonnante décision. Est-ce qu'un enfant a tenté de frapper un prof ? De lancer une bouteille à la tête de quelqu'un ? On peut l'imaginer, mais on ne le sait pas. Le centre de services scolaire a refusé de commenter la décision des écoles.

Ce qu'on sait, par contre, c'est que la décision d'interdire les bouteilles de métal a été prise après mûre réflexion. Le centre de services scolaire est intervenu, tout comme des inspecteurs de la CNSST, le syndicat des enseignants, la direction... Au bout de cette réflexion, même la gestion des bouteilles d'eau en plastique a été resserrée. Tout comme la procédure de rangement des ciseaux à bouts tranchants en arts plastiques et des couteaux des ateliers de cuisine.

C'est ici que je me questionne.

Si on se met à interdire tout ce qui peut servir d'une arme ou de projectile à l'école, on n'a pas fini. Les chaises, les crayons à la mine affûtée, les compas, les fourchettes... que sais-je encore ?

Chez moi, d'où je travaille, je peux pointer au moins une dizaine d'objets familiers qui pourraient servir d'arme. Tiens, je vois une belle grosse poêle en fonte sécher sur mon comptoir... Et c'est sans compter que rien n'empêche un enfant d'amener une arme à l'école. Je veux dire: une vraie arme.

Alors je m'interroge vraiment sur cette interdiction qui me semble s'attaquer au symptôme, et non à la racine du mal.

Je ne voudrais surtout pas minimiser le problème de la violence dans les écoles. Depuis quelques années, les reportages abondent à propos des profs qui font face à une recrudescence de gestes violents de la part des élèves. Sans compter la violence dans la cour d'école.

Le nombre de formulaires de déclaration d'événements à caractère violent a presque doublé dans les écoles de l'Outaouais entre 2018 et 2023, passant de 44 à 84 par année, selon des chiffres obtenus par Radio-Canada auprès du Syndicat de l'enseignement de l'Outaouais.

En février 2023, Le Droit rapportait le cas d'une enseignante d'une école primaire de Gatineau qui avait dû être transportée d'urgence à l'hôpital. Elle saignait abondamment après avoir reçu au visage un objet lancé par un élève de 5 ans.

La violence à l'école est un réel problème, je n'en doute pas un instant. Mais interdire les bouteilles d'eau en métal pour le résoudre ? Est-ce que ça va vraiment régler quelque chose à long terme ?

Je suis vraiment surpris par une telle décision.

Comme me le faisait remarquer un contact qui a longtemps oeuvré dans le domaine de l'éducation, l'école est avant tout une maison d'éducation. Son rôle est d'éduquer, avant de réprimer ou d'interdire. En ciblant les bouteilles, il me semble qu'on s'éloigne de la mission. Et puis, comme je le remarquais plus haut: quels seront les prochains objets bannis ? Les casseroles de l'atelier de cuisine ? Les règles en métal ? Les rapporteurs d'angle qui ont trois bouts pointus ?

«Potentiels projectiles», les bouteilles en acier inoxydable bannies de deux écoles de l'Outaouais

Par Daniel LeBlanc, Le Droit

Objets communs du quotidien pour le commun des mortels, les bouteilles d'eau en acier inoxydable sont désormais interdites dans deux écoles primaires de l'Outaouais car elles pourraient, craint-on, «servir de projectiles» en cas de situation de crise en classe ou dans les corridors.

La décision inusitée, prise à la suite d'incidents violents et d'une intervention de la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail (CNESST) cet hiver aux écoles de la Colline et du Sommet, à Val-des-Monts, est loin de faire l'unanimité, plusieurs disant qu'on rate la vraie cible.

Selon nos informations, même s'il y a consensus autour de l'importance de prévenir la violence en milieu scolaire, la nouvelle consigne en vigueur depuis ce mois-ci fait grimacer à l'interne autant que chez les parents de ces établissements.

Dans une communication mensuelle aux parents consultée par Le Droit, l'école du Sommet indique que les membres du comité de santé sécurité au travail du centre de services scolaire (des Draveurs) ainsi que les inspecteurs de la CNESST sont venus dans le milieu et ont énuméré «des actions à poser immédiatement» afin de réduire les risques d'accident et d'assurer la sécurité des élèves et du personnel.

«Parmi les actions à poser, nous devons nous assurer de retirer tous les objets qui pourraient blesser une personne et servir de projectiles dans une situation de crise. [...] Parmi les objets à retirer, les bouteilles d'eau en métal ont été identifiées. Nous sommes malheureusement dans l'obligation de retirer ces bouteilles, écrit la direction dans ce message. Nous pouvons poursuivre l'autorisation des bouteilles d'eau en plastique, mais devons déterminer un lieu autre que les pupitres (ex : une tablette de bibliothèque au fond de la classe) pour que les élèves puissent poursuivre leur utilisation.»

Une pente très glissante, dit un parent

Pour la mère d'un élève de cette école primaire, qui a préféré ne pas s'identifier pour ne pas nuire à son fils, cette règle – qui viserait aussi l'équipe-école – est complètement absurde parce qu'on balaie en quelque sorte les enjeux de base sous le tapis.

«C'est complètement déplorable de pénaliser des élèves et leur enlever du matériel meilleur pour leur santé et l'environnement plutôt que de s'attaquer à la réelle problématique de comportements violents et dangereux en offrant plus de soutien et de service à ces élèves, affirme la mère de famille. C'est une pente très glissante que celle d'enlever encore plus de droits et de matériel aux élèves dû aux problèmes de violence en milieu scolaire puisque tout peut être un objet dangereux : une chaise, un crayon et bien plus. Où sera la limite ?»

Cette dernière rappelle que le problème de fond auquel on doit s'attaquer comme société n'est pas la bouteille de métal mais bien «le comportement de certains enfants» et la pénurie de personnel.

Le bulletin mensuel envoyé aux parents précise aussi «qu'il est entendu que (l'école) poursuivra l'utilisation de matériaux d'arts plastiques ou autres matières qui pourraient être plus à risque (ex : ciseaux à bouts tranchants, couteaux pour un atelier de cuisine, etc) mais (qu'on) devra s'assurer de superviser leur utilisation et les ranger lors de périodes de transition ou lorsqu'ils ne sont pas utilisés».

Une mesure «excessive»

Le Syndicat du soutien scolaire de l'Outaouais (SSSO-CSQ), qui confirme que des rencontres impliquant les ressources humaines, le personnel, les instances syndicales et un inspecteur de la CNESST ont eu lieu plus tôt cette année à la suite de «nombreux incidents» dans ces écoles, plaide que les directions ont choisi cette avenue (au sujet des bouteilles) de leur propre chef.

«La mesure est excessive, ce n'est pas une solution pour protéger les gens, brimer qui que ce soit n'est pas la solution. C'est l'école qui a décidé d'aller plus loin. [...] La bouteille d'eau peut devenir un projectile, oui, mais tout peut devenir un projectile, une arme, on est allé à l'autre extrême alors qu'on aurait pu trouver un juste milieu», s'exclame la présidente, Kim Lafleur-Lauriault.

Celle-ci soutient que la CNESST n'a fait aucune recommandation allant en ce sens et qu'au contraire, elle prônait l'implantation de mesures adaptatives qui ne sont pas des interdictions parce que l'école s'avère à la base «un milieu d'éducation».

«C'est un milieu de vie, pas un milieu carcéral. On a par exemple évoqué l'idée de serrer la bouteille d'eau quelque part d'autre au lieu qu'elle soit sur tous les coins de pupitre. Ça peut être de dire : on la met par terre, par exemple. Que ce soit une bouteille de plastique ou de métal, si on la lance, ça peut faire mal. Quand la CNESST débarque (dans un milieu de travail), c'est parce qu'il y a beaucoup d'incidents (qui mettent la sécurité des travailleurs en péril), mais était-ce relié aux bouteilles d'eau ? Pas du tout.»

— Kim Lafleur-Lauriault, présidente, Syndicat du soutien scolaire de l'Outaouais (SSSO-CSQ)

La présidente du SSSO-CSQ rappelle que c'est aussi beaucoup par la sensibilisation qu'on doit passer pour contrer les gestes violents, quelle que soit leur ampleur, dans une école.

«Quand Jean-Pierre mord, grafigne ou frappe et qu'il y a une intervention faite, il peut être suspendu. On cible souvent l'élève. Mais ça ne fait pas en sorte que le travailleur se sent plus en sécurité maintenant. Il faut voir quelles mesures prendre pour s'adapter et qu'on ne vive plus de tels gestes, raconte-t-elle. Et la sensibilisation, il faut la mettre de l'avant, on a du personnel pour faire ça. L'enjeu, c'est qu'on agit moins en prévention car on est toujours en train d'éteindre des feux.»

Quand «les fils se touchent»

Pour sa part, le Syndicat de l'enseignement de l'Outaouais (SEO) dit aussi être bien au fait de ce dossier «nuancé» et affirme que les bouteilles de métal ont fait partie des discussions communes mais que l'option d'un réaménagement de locaux était davantage recommandé,

de façon «à minimiser les risques». Que chaque élève place sa bouteille en dessous du pupitre ou dans son sac était au nombre des exemples évoqués.

«Un élève qui pète une crise et que la première chose qu'il a à portée de main, c'est une bouteille d'eau pleine, s'il la lance, ça peut faire des dommages. Les fils se touchent et il n'y a aucune censure, alors que dans le passé, il y avait plus de barrières quand l'enfant arrivait face à un adulte», décrit la présidente Nathalie Gauthier.

Affirmant que cette situation est une sorte de rappel indirect que «la violence dans les écoles, c'est loin d'être réglé», la leader syndicale est cependant elle aussi d'avis qu'on aurait pu s'y prendre autrement. Autrement dit, elle est en accord sur le fond, mais pas la forme.

«Les interdictions, je ne pense pas que c'est la bonne façon de faire. On est rendu à réfléchir à ça (de telles mesures) car c'est vraiment devenu épouvantable le nombre de crises violentes, même chez les tout-petits, qu'on vit au quotidien, lance-t-elle. Ce n'est pas le bon moyen, mais on est rendu là dans le questionnement sur la violence.»

À titre d'exemple, elle dit avoir rencontré pendant la grève de l'automne dernier un membre du personnel scolaire qui a subi un traumatisme crânien et une fracture de la clavicule, entre autres, lors d'incidents violents distincts avec le même écolier.

«Il y avait des correctifs à apporter (dans ces milieux). Quand la CNESST s'en mêle, ça veut dire que la sécurité physique et/ou psychologique (des travailleurs) est en jeu», dit-elle.

Citant en exemple l'incident qui avait beaucoup fait les manchettes à l'hiver 2023 à Gatineau – une enseignante avait été transportée à l'hôpital après avoir reçu au visage un objet lancé par un élève –, la présidente du SEO rappelle que les employeurs doivent agir promptement lorsque la CNEEST intervient.

«L'an passé, le rapport a été vraiment très cinglant envers le CSS (des Portages-de-l'Outaouais) et les directions. Il y a des obligations à respecter et quand ils disent vous devez apporter des correctifs, c'est maintenant», explique-t-elle.

Mme Gauthier plaide que les événements violents de toute nature – qui à son avis doivent être systématiquement dénoncés et compilés – représentent toute une gestion pour les enseignants, dont la tâche est déjà lourde.

«Quand ça arrive, tu ne peux bien sûr pas sortir l'élève et le laisser seul dans le corridor, il faut que tu appelles

quelqu'un qui va venir s'occuper du coco jusqu'à ce qu'il soit calme, tu dois sortir de la classe avec les autres élèves, etc, relate-t-elle. Et parfois, ça prend vraiment beaucoup de temps avant que ce soit réglé, c'est beaucoup de perte de temps d'apprentissage. Tu le reprends quand ce temps ? Les profs trouvent ça difficile.»

Des correctifs avaient été demandés par la CNESST

La CNESST explique être intervenue dans ces deux écoles primaires le 26 février dernier afin de vérifier la mise en application de la Loi sur la santé et la sécurité du travail (LSST) et de la réglementation applicable aux mesures de prévention pour diminuer les risques de violence dans l'établissement et assurer la santé et la

sécurité des travailleurs et des travailleuses. Dans les deux cas, elle soutient que l'employeur n'a pas tardé à corriger le tir.

«La CNESST a émis des avis de correction. Ces avis de correction ont été effectués. Toutefois, les inspecteurs de la CNESST n'ont pas recommandé d'interdire les bouteilles en acier inoxydable. Le choix des moyens pour éliminer un risque ou un danger appartient à l'employeur. La CNESST mise sur la prise en charge de la santé et la sécurité par le milieu de travail», spécifie-t-on.

Invité à réagir au sujet de cette décision de la part de deux de ses établissements, le Centre de services scolaire des Draveurs (CSSD) a refusé de commenter.

De l'entrepreneuriat étudiant qui se démarque au Pavillon Wilbrod-Dufour

Par Myriam Arsenault, Initiative de journalisme local

Une trentaine d'élèves en secondaire 5 du Pavillon Wilbrod-Dufour d'Alma démontrent l'étendue de leur potentiel dans des entreprises qui leur ressemblent. Déjà, certaines d'entre elles se démarquent même dans des concours régionaux.

Cela donne certainement aux jeunes une motivation d'aller à l'école, a confirmé une visite du Quotidien sur les lieux, car ils travaillent tous sur des projets qui leur ressemblent.

Cela fait deux ans qu'au Pavillon Wilbrod-Dufour, les élèves de cinquième secondaire peuvent choisir l'option Entrepreneuriat qui est donnée cette année par l'enseignante de français Laurie Mathieu. Deux fois par semaine, ces élèves peuvent donc s'attaquer à une idée qui répond à une problématique ou une ambition qui leur est chère.

L'engouement est réel : le groupe affiche complet, avec 32 inscriptions, même nombre que l'année dernière lorsque le programme a été relancé. Il y avait déjà eu cette option, dans le passé, mais un manque d'intérêt l'avait fait mettre sur pause quelques années.

Les jeunes sont non seulement appuyés par leur enseignante, qui peut les guider dans l'élaboration de leur projet, mais également par l'agente de sensibilisation en entrepreneuriat du Carrefour jeunesse-emploi LSJE, Geneviève Savard, qui les visite à plusieurs reprises pendant l'année.

«Laurie et moi, nous leur avons dit en début d'année qu'il fallait que les projets viennent d'eux. Si ça ne vient pas d'eux, ils n'auront pas d'intérêt et n'auront pas le goût de le faire.»

— Geneviève Savard du Carrefour jeunesse-emploi LSJE

Des exemples projets rassembleurs

Tous sous le même toit, mais éparpillés aux quatre coins de l'école, les projets grandissent à leurs rythmes et ne se ressemblent pas.

En cuisine, on retrouve par exemple l'équipe des Jeunes Ricardo, composée de Jean-Christophe, Madisson, Julie-Anne, Brendon et Donovan. «On avait comme mission de choisir un projet avec une solution à un problème auquel on venait en aide. On avait aussi à considérer notre empreinte écologique. C'est ce qui nous est amené à cuisiner avec les pertes du IGA», explique Madisson d'entrée de jeu.

Aucun d'entre eux n'était de grands cuisiniers avant de commencer ce cours, mais maintenant ils comptent tous de nombreuses réalisations. Potages, muffins, jus, sauces à spaghetti, mini-pizza, les élèves développent couramment de nouvelles recettes et donnent leurs inventaires à des organismes de leur ville.

Au passage du Quotidien, les jeunes Ricardo s'affairaient à la préparation de muffins aux bleuets, et d'autres aux courgettes. Tous aiment aider les autres, tout en limitant le gaspillage alimentaire.

Dans le Lab créatif, les G6 étaient en train de faire l'impression d'une commande de chandails aux couleurs de leur école. Ce sont les jeunes de l'équipe, Joey, Johnny, Nzisabira, Loïc et Philipe, qui ont dessiné l'illustration, fait le montage et l'impression des vêtements notamment à l'aide d'une presse à chaud.

Ils ont illustré des expressions qu'utilisent des professeurs ou des blagues partagées entre les élèves. Même leur nom d'équipe, G6, est un clin d'œil au fait que Joey, un membre de l'équipe, est à sa sixième année au Pavillon Wilbrod-Dufour.

G6 fait aussi des porte-clés de bois ou en Plexiglas à l'effigie du PWD. «On aime que tout le monde puisse s'identifier à nos produits. Tout le monde peut comprendre ces blagues-là, ça crée un sentiment d'appartenance », indique Joey, qu'il aime voir ce cours à

l'horaire alors qu'il peut passer du temps avec ses amis tout en travaillant sur quelque chose de concret qu'ils réalisent ensemble.

Les accessoires sont vendus en ligne via un lien Forms qu'on retrouve ici. Les fonds vont à l'organisation de leur bal.

Le groupe des Jardins verticaux s'active quant à lui dans un atelier, afin de perfectionner son produit en vue de la Journée de la Terre. «Contrairement à d'autres projets, on ne vend pas quelque chose, on veut plutôt faire la promotion que c'est possible de recycler», explique Grégoire, accompagné de Noam, Luka, Léa et Zoé.

L'idée leur est venue de l'enseignant François Privé et les élèves ont été aidés par l'équipe du DEP en horticulture dans l'élaboration de leur concept.

Le Quotidien a également pu rencontrer la jeune Samantha de Flip tes fripes, en équipe avec Ophélie. Ce «vestiaire» permet aux élèves de venir porter des vêtements qu'ils ne mettent plus et de repartir avec d'autres pièces, pour former une chaîne de dons. Ils n'ont pas à déboursier pour participer.

«J'aime magasiner. Et c'est le fun, s'il y a un morceau que j'aime, je peux le prendre et après ça me donne envie de donner à mon tour», souligne Samantha.

Les filles d'Art Déco voulaient quant à elles mettre de la vie dans leurs écoles. Les deux artistes prennent donc des contrats ici et là, parfois plus dirigés et d'autres moins où elles se laissent alors guidées selon leurs inspirations du moment, pour colorer leur milieu d'études.

Elles ont une plus grande liberté que dans leurs cours d'arts traditionnels. «On voulait faire quelque chose en lien avec notre passion. On s'est dit que rajouter un peu de couleurs dans l'école, ça serait bien», note Anne-Frédérique, celle qui est en équipe avec Jennifer.

L'option compte en tout une dizaine de projets, certains qui ont déjà trouvé preneurs pour les faire continuer à vivre l'année prochaine, avec le prochain groupe d'élèves.

Des distinctions

Déjà, les ambitions entrepreneuriales des élèves du Pavillon Wildbrod-Dufour sont félicitées. Les projets G6 et Les jeunes Ricardos ont été sélectionnés comme lauréats locaux du concours OSEntreprendre et sont en lice pour le gala régional qui aura lieu le 25 avril prochain.

Les jeunes Ricardo ont également remporté la médaille d'argent remise par Forces AVENIR. Ils se retrouvent dans le processus pour mettre la main sur la médaille d'or et ainsi se rendre au gala qui se tiendra au cours des prochaines semaines.



De nouveaux autobus électriques à venir pour les écoliers

MAXIME LABRIE

Transdev profitera d'une subvention de 2,45 M\$ du gouvernement du Québec pour procéder à l'acquisition de 14 nouveaux autobus électriques. De ce nombre, cinq d'entre eux s'ajouteront à la flotte de 30 autobus scolaires électriques du Centre de services scolaire des Hautes-Rivières. L'entreprise transporte présentement quelque 4000 élèves du primaire et du secondaire.

Cette somme, qui découle du Programme d'électrification du transport scolaire, s'inscrit dans la volonté du gouvernement du Québec d'accompagner les transporteurs dans l'électrification de leur parc de véhicules en remplaçant les autobus scolaires en fin de vie qui fonctionnent à l'essence par des modèles propulsés à l'électricité.

Cette annonce a été effectuée par la députée de la circonscription de Laporte, Isabelle Poulet. Cette dernière l'a fait au nom de la vice-première ministre et ministre des Transports, Geneviève Guilbault, et du ministre de l'Environnement, Benoit Charette.

L'objectif de cette mesure est d'atteindre un taux d'électrification de 65% au Québec. Ce pourcentage est défini dans le Plan pour une économie verte 2030.

« Tous nos autobus thermiques seront remplacés par des autobus électriques, comme le veut le plan du gouvernement. Nous avons amorcé le virage à Saint-Jeansur-Richelieu en 2016. Depuis ce temps, nous nous efforçons d'électrifier notre parc d'autobus », indique Marie-Céline Bourgault, directrice des communications et affaires publiques chez Transdev.

L'entreprise gère un centre opérationnel sur la rue Trotter à Saint-Jean-sur-Richelieu. Les autobus électriques sont conçus par Lion Électrique, un manufacturier québécois établi à Saint-Jérôme. Le coût est d'environ 400 000\$ par véhicule. Tous les autobus scolaires électriques de Transdev proviennent de Lion.

VERS UNE FLOTTE 100% ÉLECTRIQUE

Transdev opérera donc un total de 35 autobus électriques sur l'ensemble du territoire du Centre de services scolaire des Hautes-Rivières. D'autres autobus fonctionnant à essence ou au diesel sont destinés à du transport pour des sorties scolaires de plus longue distance. Au total, Transdev peut compter sur 750 autobus scolaires, urbains ou adaptés au Québec. Plus d'une centaine sont entièrement électriques. L'objectif est que la flotte devienne 100% électrique.

Actuellement, ce sont plus de 1150 autobus scolaires électriques qui circulent sur le réseau routier du Québec. Au cours des quatre dernières années, 1459 autobus électriques ont été commandés à travers la province.

Le gouvernement indique que l'électrification du transport scolaire constitue un secteur clé d'intervention pour réduire les émissions de GES provenant du secteur des transports. Il est estimé que le programme permettrait de réduire les émissions associées au transport scolaire au Québec de plus de 32 000 tonnes de GES annuellement.

« Les entreprises de transport scolaire ont un souci environnemental pour nos jeunes qu'ils véhiculent

vers l'école. En plus de leur donner l'exemple en électrifiant leur autobus, notre gouvernement répond présent pour soutenir les entreprises dans leur démarche de transformer leur flotte de transport. Il

importe que chacun, dans leur sphère d'activité respective, fasse un effort concret pour la réduction des GES », indique la députée Isabelle Poulet.

Plus d'une trentaine de chauffeurs d'autobus en grève à Rivière-du-Loup

PAR LYDIA BARNABÉ-ROY >
Initiative de journalisme local

Entre 30 et 40 chauffeurs syndiqués salariés d'Autobus Camille Mailloux RDL ont fait la grève du 18 au 24 avril. Ils se sont promenés dans la ville de Rivière-du-Loup afin de se faire entendre, eux qui demandaient notamment une meilleure rémunération.

Lors de ses négociations avec la compagnie Sogesco, principal actionnaire de l'entreprise d'autobus, «le normatif a tout été réglé, ça a bien été, mais quand c'est tombé dans le salarial,

ça a accroché un peu», a indiqué Martin Plourde, président du syndicat.

La convention collective des employés a pris fin en juin 2023. Depuis, ils se sont fait offrir une hausse de 1,5 % sur une entente de 5 ans. L'offre ne tient pas compte de l'augmentation du contrat de 30 % entre Sogesco et les centres de services scolaires desservis, a-t-il déploré.

Cette bonification du contrat comprend une partie pour le fonctionnement des véhicules et une partie pour les chauffeurs : «Mais [la compagnie] ne nous la donne pas». «On demande notre juste part», a soutenu M. Plourde.

Une rétribution plus équitable permettrait d'attirer la relève et de revaloriser la profession,

d'après le président du syndicat. Il n'a pas caché que plusieurs salariés d'Autobus Camille Rioux RDL, étant sous-payés, doivent avoir un second emploi pour répondre à leurs besoins et à ceux de leurs familles. Leur salaire moyen annuel s'élève aux alentours de 25 000 \$.

Notons qu'en plus de leur paie, les conducteurs peuvent bénéficier du versement direct d'une somme de 2 400 \$ par année, par le biais du Programme d'aide financière aux conducteurs d'autobus scolaires (PAFCAS), consenti il y a deux ans par le gouvernement du Québec.

D'autres entreprises privées, qui ne sont pas affiliées à Sogesco et dont les ententes devaient être renouvelées, ont réussi à obtenir des augmentations entre 17 et 20 %, selon M. Plourde.

Au total, 30 circuits d'autobus ont été touchés, soit 26 dans Kamouraska-Rivière-du-Loup et 4 dans le Témiscouata, ce qui représente un peu plus de 2 000 élèves. Une compensation financière est prévue pour les parents qui transportent leurs enfants à l'école durant la grève.

«Les jeunes du primaire qui sont affectés ont aussi accès exceptionnellement et gratuitement aux services de garde, des ressources ont été ajoutées», souligne le directeur général du Centre de services scolaire de Kamouraska - Rivière-du-Loup, Antoine Déry.

La CSN déplore un «manque de respect» du CSS

PAR LYDIA BARNABÉ-ROY >
Initiative de journalisme local

Pauline Bélanger, présidente du Conseil central du Bas-Saint-Laurent - CSN, a dénoncé un «manque de respect» de la part du Centre de services scolaire Kamouraska - Rivière-du-Loup envers l'entreprise en grève Autobus Camille Mailloux RDL. Le CSS a admis, le 18 avril, avoir eu recours à un autre transporteur pour desservir deux trajets à Saint-Antonin.

La semaine dernière, le syndicat et la CSN ont soulevé qu'il y avait possiblement des briseurs de grève. «Il faut comprendre que le centre de services est client et non employeur. Nous avons une obligation de maintenir le plus possible les services aux parents, ce qui fait que nos contrats nous permettent de trouver d'autres fournisseurs de services, ce qui a été possible pour deux trajets dans le secteur de Saint-Antonin, où le nombre d'élèves touchés était particulièrement

élevé», a répondu le directeur général du CSS, Antoine Déry.

La réplique syndicale ne s'est pas faite attendre. «Le transporteur avait même été trouvé avant qu'on déclenche la grève, donc on trouve ça assez présomptueux de la part du CSS», a soutenu Mme Bélanger.

«Pour avoir lu d'autres contrats de service, il y a des clauses de prévues [en cas de grève]. Ça m'étonnerait énormément qu'il n'y en ait pas [entre le CSS et Autobus Camille Mailloux RDL], a-t-elle souligné. On trouve ça très ordinaire et décevant de la part du CSS», a affirmé la présidente.

Indiquons qu'une communication a été transmises aux parents d'enfants des trajets de Saint-Antonin visés le dimanche 21 avril. Le CSS y mentionnait que le service, maintenu jusqu'alors, ne pourrait être desservi.

Concernant les trajets d'autobus 173 et 176 qui avaient pu être assurés par un autre transporteur jeudi dernier, M Déry a confirmé que le transportait s'était retiré pour les journées du 22, 23 et 24 avril.

Une école secondaire rassembleuse à Saint-Zotique

ERIC TREMBLAY
ETREMBLAY@GRAVITEMEDIA.COM

Bernard Drainville était présent pour inaugurer l'école secondaire des Navigateurs à Saint-Zotique le lundi 15 avril. Le ministre de l'Éducation a constaté que le milieu d'apprentissage réjouissait les étudiants.

Quelque 850 étudiants profitent d'un nouvel établissement éducatif lumineux, éclairé et aéré. Ce qui contraste avec la majorité des écoles du Québec qui ont en

moyenne près de 60 ans a laissé savoir Bernard Drainville. « On le sait, la qualité de l'environnement dans lequel on étudie, dans lequel on travaille si on est du personnel, ç'a un impact sur notre bonheur personnel, a affirmé le ministre de l'Éducation. On aime ça être dans du beau. On aime ça être bien. Une école comme celle-là, ça nous aide effectivement. »

Huit mois après avoir intégré son nouveau milieu scolaire, Jade Lecompte ne trouvait rien de négatif à dire sur son école. « J'aime beaucoup ma nouvelle école et je peux dire fièrement que c'est mon école maintenant », a reconnu la présidente du gouvernement étudiant.

Le directeur de l'école, Patrick Maisonneuve, a guidé une visite dans une école moderne. « Le projet éducatif est en construction, a-t-il indiqué. On est encore à prendre connaissance du

milieu et de l'école. » Sa vocation en est une d'enseignement général.

L'école est dotée de secteurs de champs de compétence bien définis en plus d'être munie de gymnases avec des gradins et d'un auditorium grandiose de 410 places.

Un mois de grève chez Autobus Gil-Ber et chez Autobus Germain-Perreault

Le Syndicat des travailleurs des Autobus Gil-Ber (CSN) et le Syndicat des travailleurs des Autobus Germain Perreault (CSN) ont annoncé le lundi 15 avril avoir tous deux envoyé un avis de grève au ministère du Travail dans le but de déclencher une période d'un mois de grève à partir du 1er mai prochain.

De ce fait le Centre de services scolaire des Samares sera touché dans le cas d'un déclenchement de grève, de même que lors des trois jours de grève, ayant eu lieu du 10 au 12 avril.

Sans contrat de travail depuis le 30 juin 2023, le Syndicat des travailleurs des Autobus Gil-Ber (CSN) rassemble 65 membres et est affilié à la Fédération des employées et employés de services publics-CSN (FEESP-CSN).

La FEESP-CSN compte plus de 425 syndicats affiliés représentant 65 000 membres œuvrant dans le domaine des services publics et parapublics. Le Conseil central de Lanaudière-CSN regroupe 81 syndicats représentant plus de 14 000 membres sur l'ensemble du territoire de Lanaudière. **(LP)**

École l'Impact | Une murale créée par des jeunes remporte un prix

Arts - Des jeunes de 17 à 20 ans inscrits à la formation préparatoire au travail (FPT) à l'école l'Impact de Terrebonne ont créé une murale qu'ils ont appelée *Les vagues des âmes*. L'œuvre a notamment reçu un prix de reconnaissance Essor par le ministère de l'Éducation.

Antoine Pelletier | apelletier@medialo.ca

C'est en remarquant que leurs élèves, pour la plupart atteints d'un trouble du spectre de l'autisme ou d'un trouble de langage, affichaient une grande sensibilité par rapport aux arts qu'Émilie Amorosa, enseignante FPT3 et responsable du volet Arts et culture, ainsi qu'Edwidge De Mota, technicienne en éducation spécialisée (TES), ont eu l'idée de ce projet qui allait devenir *Les vagues des âmes*.

«Ce qui est important de savoir, c'est qu'on n'a pas de cours d'arts plastiques en FPT. On trouvait ça dommage, parce que nos jeunes comprennent ce langage-là d'une façon absolument incroyable», a expliqué l'enseignante responsable du projet.

Elle et sa collègue ont ainsi décidé de tester une nouvelle option arts au courant de l'année scolaire 2022-2023, avec un projet d'intégration qui allait durer plusieurs mois.

Multiculturalisme

«Ce que j'ai réalisé l'année dernière, lorsqu'on cherchait un projet typique d'arts, c'est qu'on avait un groupe très multiethnique. Je trouvais la richesse de ce mélange d'origines vraiment intéressante. Dans ma pratique artistique, j'aime beaucoup tout ce qui est icônes, motifs, symboles, graphiques, donc en voyant tout le monde, ça a fait wow! Ça va être trop beau», a raconté Edwidge, qui détient une formation en beaux-arts.

C'est de là qu'est née l'idée d'amener les jeunes à réfléchir à leur identité culturelle. Chaque étudiant devait trouver un motif provenant de cette culture dans le but de l'intégrer à la murale.

«Ça pouvait être des motifs textiles, de la décoration murale, de la porcelaine, de l'écriture si ce n'était pas notre alphabet. Ils pouvaient également modifier ce motif-là, le personnaliser, pour se l'approprier», a-t-elle ajouté.

Voyage

Le point central de l'œuvre *Les vagues des âmes* est la baleine qui trône fièrement au milieu de la murale. Un voyage à Tadoussac était organisé, afin de notamment permettre au groupe de pouvoir observer ce grand mammifère marin dans son milieu naturel.

Émilie a d'ailleurs confié à *La Revue* un moment fort du voyage qui lui a montré toute l'importance que l'art pouvait avoir chez ses jeunes en adaptation scolaire. «On était assis sur le bord de l'eau pour regarder les balcines et les élèves avaient en leur possession un cahier, des pinceaux et de l'aquarelle. Sans même leur demander, on les a vus commencer à peindre ce qu'ils voyaient; c'était leur moyen de s'exprimer.»

Selon la TES, « les jeunes en adaptation scolaire comprennent des subtilités dans l'art que les personnes neurotypiques et les artistes ne capteront qu'avec une formation. »

Reconnaissance

C'est entre autres grâce à ses multiples facettes que *Les vagues des âmes* a reçu le prix de reconnaissance Essor du ministère de l'Éducation, dans la catégorie Initiative.

« J'ai l'impression que ce prix-là, c'est la porte d'entrée à l'univers de nos élèves, qui sont souvent incompris. On ne sait pas qui est l'Impact, on ne sait pas qui sont les élèves, puis on ne sait pas quels sont leurs défis. Tant que tu n'as pas mis les pieds dans l'école, c'est difficile de comprendre l'ampleur des défis que ces jeunes-là ont, puis ils sont souvent stigmatisés. Leur parcours scolaire est difficile. Cette reconnaissance vient montrer à ces élèves-là qu'ils existent et qu'ils ont un potentiel incroyable », a témoigné Émilie.

Dans la semaine du 15 avril, la murale a été installée au sein des nouvelles installations de l'école l'Impact à Terrebonne et est maintenant visible par tous les étudiants de l'institution. Certains des jeunes qui ont participé au projet et qui sont toujours aux études ont d'ailleurs exprimé toute leur fierté aux responsables, Émilie et Edwidge.

Un projet artistique aux multiples facettes

Les vagues des âmes est un projet qui s'étend bien au-delà de la murale. Tout au long de ce qui représente près de 40 h de travail, les responsables, Émilie Amorosa et Edwidge De Mota, ont pris soin de documenter en photos la création de l'œuvre.

Débordante de significations pour chacun des artistes y ayant participé, la murale n'est qu'une facette de ce qui était en réalité un ensemble d'activités permettant aux étudiants de mieux s'épanouir. Chacun a enregistré une brève description de son motif personnalisé afin d'expliquer ce qu'il représente et la culture à laquelle il se rattache.

Si vous souhaitez entendre ces capsules et découvrir les coulisses du processus de création de la murale *Les vagues des âmes*, nous vous invitons à consulter la plateforme web montée par les responsables du projet, accessible via ce code QR.



Émilie Amorosa, responsable du projet et Edwidge De Mota, artiste, entourées de Suzanne Tremblay, adjointe gouvernementale du ministre de l'Éducation et Samuel Poulin, adjoint parlementaire du ministre de la Culture et des Communications.

Photo Prochausette

La vigilance est de mise : la rougeole gagne du terrain

Adaée Beaulieu | Le Clairon

La rougeole, une maladie très contagieuse et dangereuse pour certaines personnes plus vulnérables, est en circulation à Saint-Hyacinthe et à Sainte-Madeleine depuis la fin mars au point où la Direction de la santé publique de la Montérégie a émis récemment un avis à la population. En date du 22 avril, 11 cas ont été répertoriés en Montérégie.

Les premiers lieux d'exposition établis ont été le Tim Hortons du boulevard Laurier Ouest à Saint-Hyacinthe et Remorquage Saint-Hyacinthe à Sainte-Madeleine en date des 22 et 23 mars. À ce dernier endroit, le contact avec la maladie a aussi pu être possible entre le 30 mars et le 4 avril. La rougeole a aussi été détectée à l'Hôpital Honoré-Mercier les 25 mars et 5 avril.

Entre-temps, la pharmacie Jean Coutu des Galeries St-Hyacinthe ainsi que la lunetterie New Look de la rue Martineau ont été établies comme lieu à risque le 26 mars par la Direction de la santé publique. Puis, le supermarché IGA des Galeries et la boutique Mondou ont été ajoutés à la liste le 28 mars.

Au début avril, le nombre d'endroits où des personnes atteintes de la maladie auraient pu se trouver s'est multiplié. Des moyens de transport ont aussi été ajoutés à la liste. Ces personnes auraient pu être transportées par Les Taxis Maska le 3 avril et les autobus 56 et 57 de la Ville de Saint-Hyacinthe, cette même date, entre 17 h 10 et 21 h 20, et le lendemain, entre 12 h 10 et 17 h 20.

Le Zaricot a aussi peut-être été fréquenté par des personnes infectées le 3 avril ainsi que les bureaux de Services Québec et des impôts aux Galeries St-Hyacinthe le 4 avril. Le centre commercial au complet a aussi été ajouté à la liste ce jour-là et les heures critiques sont de 12 h 50 à 16 h 50.

Le 5 avril, de nombreux commerces ont été ciblés à Saint-Hyacinthe. Il s'agit du Walmart et de sa pharmacie, du Dollorama à proximité, du restaurant Dame Tartine, de Club Coiffure Saint-Hyacinthe et de la Rôtisserie Excellence. La polyvalente Hyacinthe-Delorme est le seul établissement scolaire mentionné.

Si vous avez fréquenté ces endroits à ces dates ou si vous avez des préoccupations concernant votre santé, vous pouvez vous adresser à Info-Santé 811. Le gouvernement du Québec a également une page Web dédiée à la rougeole qui mentionne notamment les symptômes. Ils doivent être surveillés 21 jours suivant la date d'exposition. Pour vérifier si vous êtes vaccinés contre la rougeole, vous pouvez également composer le 1 877 644-4545.

Le mois du français

Mars était le mois du français dans les écoles du Centre de services scolaire de Portneuf (CSSP). Plusieurs activités ont été mises en place tout au long du mois. Heure du conte avec des auteurs vedettes, projet d'écriture et dictée de la directrice générale étaient notamment au programme des activités.

GAÉTAN GENOIS

gaetan.genois@csspportneuf.com

Quatre auteurs connus et qui ont plusieurs oeuvres à leur actif ont participé à l'activité en mode virtuel. Au rythme d'un par semaine, les auteurs Marianne Dubuc, Jocelyn Boisvert, Chloé Varin et Claudia Larochelle ont animé l'heure du conte au profit des élèves du préscolaire et du premier cycle du primaire.

De son côté, l'auteur madelinois Jocelyn Boisvert a chapeauté un projet d'écriture avec les élèves des 2^e et 3^e cycles du primaire ainsi que du 1^{er} cycle du secondaire. Jocelyn Boisvert est l'auteur de la série Les héros de ma classe.

Sous le thème « Dont vous êtes le héros », 22 classes ont contribué à l'écriture du prochain roman de l'auteur qui s'inspirera des idées des élèves de Portneuf.

GAGNANTS DE LA DICTÉE

Quant à la dictée de la directrice générale choisie par les conseillers pédagogiques, l'activité a fait d'heureux gagnants au primaire

et au secondaire.

Au niveau primaire (secteurs nord, centre et ouest), les gagnants sont Maxime Thibault, de l'école Saint-Joseph, Mathieu Caron, de l'école de la Saumonière et Tamara Léveillé de l'école Le Bateau blanc.

Au niveau secondaire 1^{er} cycle, les gagnants sont Raphaëlle Thivierge, de l'école secondaire Saint-Marc, ainsi que Lily-A Moreau et Océane Déry de l'école secondaire Donnacona.

Et au niveau secondaire 2^e cycle, Ariane Bertrand, de l'école secondaire Saint-Marc et Élianne Paquet, de l'école secondaire Louis-Jobin.

UN INTÉRÊT NOUVEAU

« Jusqu'à maintenant, révèle la conseillère pédagogique aux services éducatifs Karine Trépanier, il y a un engouement pour la

lecture qui est très marqué. La lecture refait surface. Je trouve qu'il y a un intérêt nouveau. Pour ce qui est de l'écriture, on a encore des croûtes à manger. Mais c'est quand même intéressant de voir qu'ils sont motivés et qu'ils ont le goût d'écrire. »

UNE VÉRITABLE VEDETTE

Jocelyn Boisvert était une véritable vedette pour les élèves, qui ont même fait la ligne au Salon du livre en quête de signatures du populaire auteur.

« On voit qu'il y a quand même une implication. Ça a été émotif », avoue Mme Trépanier.

Tout au long du mois de mars, plusieurs activités ont été vécues dans chaque milieu scolaire en lien avec la langue française, comme des concours, des après-midis de lecture et des activités thématiques.

FAIRE VIVRE LA LITTÉRATURE

« On leur propose des activités pour qu'ils puissent faire vivre la littérature dans leurs écoles. On veut remettre notre langue au premier plan », assure Karine Trépanier.

La dictée de la directrice générale existe depuis plus d'une quinzaine d'années dans les écoles de Portneuf. Le mois du français avec la présence d'auteurs était présenté pour une quatrième année.

La médiation interculturelle à l'honneur à l'ESLE

Du 15 au 18 avril, l'École secondaire les Etchemins (ESLE) présentait la première édition de l'événement de médiation interculturelle, la Semaine interculturelle, un événement, entièrement organisé par des élèves de l'école.

PAR XAVIERNICOLE@JOURNALDELEVIS.CA

C'est le comité interculturel de l'ESLE, formé d'élèves de secondaire trois à cinq, qui ont travaillé, depuis le début de l'année scolaire, à organiser cette semaine. L'objectif que le comité visait en créant cet événement était de démontrer la diversité présente dans l'école et de faire découvrir de nouvelles cultures.

«À la base, je voulais vraiment en apprendre plus sur la culture québécoise et canadienne puisque je vis ici. Je trouvais que d'organiser ce projet, c'était le meilleur moyen d'en apprendre plus et en même temps de partager notre culture à nous aussi. Comme ça, chaque personne présente peut faire découvrir sa culture et elle-même en découvrant de nouvelles, c'est un événement de partage», a expliqué l'initiatrice du projet, Akissi Jasmine Valencia Koffi.

Ainsi, lors de la première journée, les élèves ont pu cuisiner des repas typiques de leur pays et des tables de dégustation avec des bouchées atypiques étaient présentes. Le mercredi, les participants avaient la chance de découvrir de la musique de djembé, en plus de participer à un jeu-questionnaire et de découvrir différentes sortes de tresses et de maquillages. Puis, le jeudi, des défis sportifs aux allures d'épreuves olympiques étaient au programme, mais cette dernière journée a dû être annulée. En plus de participer, les élèves étaient invités à porter des tenues officielles de leur culture.

«Avec cet événement, nous souhaitons

aider à réduire la discrimination, les préjugés et les stéréotypes envers les autres pays. Nous voulons créer de la sensibilisation et de l'ouverture envers les autres cultures pour favoriser l'inclusion et le partage», a mentionné Akissi Jasmine Valencia Koffi.

Un bilan «plus que positif»

Les organisatrices se sont d'ailleurs dites «très fières de la réussite de l'événement», alors que la participation des élèves s'est montrée à la hauteur des attentes.

«Nous faisons un bilan très positif de cet événement. Les élèves ont vraiment beaucoup participé à nos ateliers cette semaine pour s'informer et en apprendre davantage. Nous sommes contentes de voir la grande participation. Nos objectifs ont été atteints et nous sommes certaines que nous pouvons contribuer à diminuer les stéréotypes», a indiqué Pierrette Bahati.

«Honnêtement, nous avons été très heureux de voir que plein de personnes sont venues et n'ont pas hésité à poser des questions. En plus, les participants nous ont avoué qu'ils ont vraiment apprécié l'événement, donc nous sommes très fières d'avoir réussi notre objectif», a ajouté Akissi Jasmine Valencia Koffi.

Face à «ce grand succès», le comité organisateur avoue que l'objectif est maintenant d'en faire un événement annuel à l'ESLE. De plus, à voir l'intérêt des élèves de l'école, la semaine «pourrait encore grandir lors des prochaines éditions».

«C'est certain que nous allons le refaire l'année prochaine puisque les gens ont vraiment aimé ça. Nous aimerions beaucoup que ce soit un peu plus grand avec de nouveaux ateliers», a conclu Pierrette Bahati.

Lab-École : un concours pour trouver un nom

Le Centre de services scolaire des Phares propose un concours pour déterminer le nom de la nouvelle école primaire de Rimouski. Cette démarche participative s'adresse aux élèves, aux parents, aux membres du personnel et aux membres de la communauté. L'objectif est d'avoir un nom pour le Lab-École en vue de la rentrée scolaire 2024. La population est invitée à faire une ou plusieurs propositions en fonction des critères suivants: favoriser un sentiment d'appartenance et être significatif pour la communauté, être en lien avec la réalité historique, géographique, culturelle ou sociale du milieu, être approprié à une école primaire afin que les élèves puissent y trouver une référence à leur spécificité, avoir un caractère signifiant, positif et de pérennité, être assez bref pour éviter le recours à un acronyme, une modification ou une déformation, respecter les règles d'usage de la langue française et de toponymie, ne doit pas porter à confusion avec le nom du Centre de services scolaire des Phares ou d'un autre établissement de sa région et finalement ne doit pas être un nom d'une personne vivante ou décédée. Il est possible de participer jusqu'au 26 avril, à 16h, au <https://lab-ecole.cssphares.gouv.qc.ca/concoursecole/>. **(A.L.)**

Expo École-O : par et pour les jeunes

Le 19 avril, l'école secondaire Serge-Bouchard a été l'hôte d'une initiative novatrice qui a attiré l'attention de nombreux jeunes, toujours plus soucieux de l'environnement dans la région. Il s'agit de la première édition de l'Expo École-O, une manifestation conçue par une poignée de jeunes de membres du comité environnemental de l'école.

Charlotte Vuillemin

Cette initiative trouve son origine dans l'engagement des jeunes, nourris par leur participation au Salon du Consom'acteur, organisé au Cégep de Baie-Comeau au cours des deux dernières années.

Forts de cette expérience, ils ont formulé le désir de mieux connaître les initiatives environnementales locales et de les partager avec leurs pairs.

Huit exposants ont répondu à l'invitation des jeunes. Parmi eux, des acteurs majeurs comme la Régie de gestion des matières résiduelles de Manicouagan, le ministère de l'Environnement, le Comité ZIP, Transition Manicouagan, la Réserve mondiale de la biosphère Manicouagan-Uapishka, l'Association forestière Côte-Nord, la Coopérative Gaïa et la Ville de Baie-Comeau.

« On s'est rendu compte qu'à l'école, beaucoup sont anxieux pour l'environnement. »

– Maude Paquet

Cette diversité d'organismes a offert aux jeunes une vue d'ensemble des enjeux environnementaux et des actions concrètes en cours dans la région.

Pour favoriser les échanges et les découvertes, un rallye a été organisé invitant les élèves à interagir avec chaque exposant.

Des enseignants engagés avec leurs élèves

Maude Paquet, enseignante en univers social, explique que «c'est une initiative des jeunes du comité environnemental qui voulaient vraiment savoir ce qui se faisait en matière d'environnement dans la région. Ils ne sont pas très informés des initiatives locales, donc ils ont voulu présenter aux autres

jeunes ce qui se passait dans la Manicouagan».

L'objectif était également de répondre aux préoccupations grandissantes des jeunes quant à l'avenir de la planète.

«Il y a des gestes concrets qui peuvent aider l'environnement. On s'est rendu compte qu'à l'école, beaucoup sont anxieux pour l'environnement. On a fait passer un sondage dans les classes et 60 % des jeunes environ sont anxieux face à l'environnement. Donc c'est vraiment pour leur apporter des choses concrètes qu'ils peuvent faire», souligne Maude Paquet.

Julie Bourgeois, technicienne en travaux pratiques, précise que «les jeunes ont choisi les exposants et les entreprises qu'ils voulaient voir. Ensuite, par eux-mêmes, ils ont contacté les entreprises et organismes pour leur demander s'ils étaient intéressés à venir et ceux qui ont dit oui sont venus».

Pour Jacynthe Bélanger, enseignante en adaptation

scolaire, cet événement dépasse la simple sensibilisation à l'environnement.

«Souvent les jeunes de l'école pensent que le comité environnemental s'occupe juste de ramasser des déchets ou de sensibiliser à comment trier les déchets alors que c'est beaucoup plus que ça. Les entreprises qui sont là aujourd'hui nous le montrent», partage-t-elle.

«Le but est vraiment de leur montrer qu'il y a plusieurs possibilités d'emplois qui sont reliées à l'environnement et dans plusieurs secteurs. Ça leur montre vraiment toutes les possibilités», ajoute Mme Bélanger.

L'Expo École-O a ainsi offert aux jeunes de la Manicouagan une occasion unique de découvrir les initiatives locales en faveur de l'environnement et les opportunités professionnelles dans ce domaine en plein essor. Une première édition prometteuse qui pourrait bien devenir un rendez-vous dans le calendrier du comité environnemental.

La naloxone « n'est pas un luxe » sur la Côte-Nord

La naloxone, médicament qui sert d'antidote dans le cas de surdose d'opioïdes, « n'est pas un luxe » sur la Côte-Nord, selon la direction du Centre d'intervention le Rond-Point de Sept-Îles. Les trousseaux s'envolent comme de petits pains chauds.

Marie-Eve Poulin

La direction du Centre d'intervention le Rond-Point rapporte que depuis huit mois, les trousseaux de naloxones passent particulièrement vite. Plus précisément, depuis la formation présentée par PROFAN (Prévenir et Réduire les Overdoses - Former et Accéder à la Naloxone) en novembre 2023. Environ une quarantaine de trousseaux ont été distribués avant mars 2024 à des secouristes, des consommateurs de drogues et des proches aidants.

La naloxone est un médicament à action rapide qui renverse tempo-

rairement les effets d'une surdose d'opioïdes. Elle peut rétablir la respiration en l'espace de deux à trois minutes. Le médicament qui peut être injecté dans un muscle ou vaporisé dans les voies nasales agit notamment sur les surdoses de fentanyl, d'héroïne, de morphine et de codéine. Toutefois, l'effet ne dure que de 20 à 90 minutes, donc une seconde dose pourrait être nécessaire, puisque les opioïdes ont une durée d'action plus longue que le médicament.

La crise des opioïdes est présente sur la Côte-Nord comme ailleurs dans la province.

« Quand je parle à nos différents partenaires, urgence, hôpitaux, ce que j'en comprends, c'est que oui même sur la Côte-Nord ça fait mal actuellement », dit Marie-Eve Normand. « Faire de la prévention et rendre accessible la naloxone ce n'est vrai-

ment pas un luxe. »

Selon le CISSS de la Côte-Nord, au cours des cinq dernières années, 72 visites dans une urgence de la Côte-Nord étaient pour une possible intoxication causée par des opioïdes. On parle d'un peu plus de 20 décès confirmés aux drogues ou aux opioïdes de 2019 jusqu'au 16 octobre 2023.

Des bars de Sept-Îles ont demandé les services de la travailleuse de rue du Rond-Point. Celle-ci est présente dans les bars si les gens souhaitent bénéficier de ses services. Elle apporte des trousseaux de naloxone en cas de besoin.

Chez les jeunes

La co-directrice du Rond-Point mentionne qu'il y a eu des surdoses même chez des adolescents. « Même chez les jeunes, ça devient quelque chose de problématique », dit Mme Normand. « Ça joue fort. »

« Faire de la prévention et rendre accessible la naloxone ce n'est vraiment pas un luxe »

— Marie-Eve Normand

En tant que professionnelle, elle dit ne pas en entendre nécessairement parler, mais les histoires rapportées par les jeunes de son entourage n'ont rien de rassurant. Elle fait entre autres mention de l'événement survenu au cinéma lors de la sortie du film Bob Marley. Des jeunes fortement intoxiqués avaient consommé à l'intérieur, «se sont vomi la vie» et l'intervention des policiers a été nécessaire.

Marie-Eve Normand est bien heureuse d'avoir obtenu deux subventions d'environ 30 000 \$ chacune. Une des enveloppes servira à la prévention des surdoses chez les jeunes et l'autre à la prévention des méfaits.

Du côté du Centre de services scolaire (CSS) du Fer, le directeur Richard Poirier affirme que présentement les écoles ne tiennent pas de trousse de naloxone. Cependant, cette possibilité est en analyse en collaboration avec les infirmières scolaires, en concertation avec les directions.

De la formation de pointe sur mesure

Il est fini le temps où les institutions d'enseignement et le milieu du travail évoluaient sur des chemins parallèles, sans jamais se parler. Aujourd'hui, les deux ne font pas que se parler : le Service aux entreprises (SAE) du Centre de services scolaire Kamouraska-Rivière-du-Loup et le Centre de formation professionnelle Pavillon de l'Avenir de Rivière-du-Loup aident annuellement des centaines d'entreprises à peaufiner leurs connaissances. Tout cela sur les lieux de travail.

MARC LAROUCHE

« Au fil du temps, la réflexion nous a menés vers cette option parce que nous avons constaté que les besoins étaient grands, et que nous pouvions répondre à la demande de manière rapide et professionnelle », explique Julie Trudel-Lefebvre du SAE, qui travaille dans les installations de Rivière-du-Loup, de Saint-Pascal et de La Pocatière. « Nous avons pris conscience de l'importance de jouer un rôle actif dans le développement économique. »

Un partenariat gagnant-gagnant

Par exemple, votre entreprise a-t-elle de nouveaux employés qui doivent suivre une formation? Des intervenants spécialement formés du SAE analyseront vos besoins, et fourniront les professionnels qui se rendront sur place afin de parfaire votre main-d'œuvre.

Parmi les services les plus sollicités figurent les formations sur mesure élaborées en étroite collaboration avec les

entreprises pour répondre à leurs besoins spécifiques. « Nous pouvons former les nouveaux employés, assurer le rehaussement des compétences existantes, assurer une adaptation aux nouvelles technologies, aux compétences du futur, à la santé et sécurité au travail, aux formations sur mesure et autres », poursuit Julie Trudel-Lefebvre.

Le SAE propose également des services de reconnaissance des acquis et des compétences, permettant aux travailleurs d'obtenir une certification officielle pour les compétences acquises sur le terrain, sans avoir à retourner à temps plein sur les bancs d'école. Selon Julie Trudel-Lefebvre, le SAE a prouvé son efficacité et son importance pour le tissu économique régional. Les entreprises peuvent également bénéficier de subventions et de financement pour certains projets de formation, grâce aux partenariats établis avec différents organismes gouvernementaux.

Vers de nouveaux horizons

Dans un contexte marqué par les défis posés par la transformation numérique, les enjeux environnementaux et les mutations du marché du travail, le SAE continue d'innover et d'adapter en permanence ses services pour répondre aux besoins changeants des entreprises et de la communauté.

Ainsi, l'organisation développe sans cesse des partenariats pour des programmes de courte durée. « Nous consolidons nos partenariats avec les acteurs économiques régionaux, en continuant d'être un moteur de développement et de progrès pour la région », conclut Mme Trudel-Lefebvre.

On peut obtenir plus d'information sur ces services au 418 862-8201, poste 3135, ou directement sur le site de SAE Kamouraska-Rivière-du-Loup, au saekamouraskariviereduloup.com.

La compagnie Normand est très satisfaite

La Compagnie Normand de Saint-Pascal, une entreprise spécialisée dans la fabrication de souffleuses à neige et de remorques agricoles, s'est récemment tournée vers le Service d'aide aux entreprises (SAE) du Centre de services scolaire de Kamouraska-Rivière-du-Loup pour que certains de leurs employés reçoivent une formation spécialisée. Cette collaboration leur a permis de se perfectionner et d'améliorer leur polyvalence.

MARC LAROUCHE

« La formation a été à la fois théorique et pratique, et d'une qualité professionnelle remarquable. L'approche a permis aux ouvriers spécialisés de développer de nouvelles compétences », explique Isabelle Lavoie-Viel, conseillère en ressources humaines à la Compagnie Normand, exprimant sa satisfaction quant à la formation dispensée par un spécialiste du Pavillon-de-l'Avenir de Rivière-du-Loup, envoyé par le SAE.

La Compagnie Normand, qui emploie 90 travailleurs, reconnaît l'importance d'investir dans le développement professionnel de son personnel. En offrant des formations spécialisées, elle cherche à renforcer les compétences de ses employés, et à maintenir un haut niveau de qualité dans ses produits.

Isabelle Lavoie-Viel souligne également que cette collaboration ne s'arrête pas là. « Nous avons des contacts établis avec le SAE pour prodiguer d'autres formations, notamment aux peintres et aux assembleurs. » L'objectif est de continuer à investir dans le développement des employés pour assurer une compétitivité sur le marché.

Évalués à 22,3 M\$, les travaux à l'ESBG ont débuté

Les travaux de remplacement du revêtement extérieur de l'école secondaire Bernard-Gariépy, située sur le boulevard des Érables à Sorel-Tracy, ont débuté le 2 mars dernier et devraient se terminer à l'automne 2025.

Ces travaux permettront de remplacer le revêtement extérieur, de remplacer certaines fenêtres et d'en ajouter, ainsi que de mettre aux normes des issues de secours qui ne répondent plus aux normes de sécurité actuelles. Les nouvelles installations, modernes, lumineuses et sécuritaires, profiteront à l'ensemble des élèves et du personnel de l'école.

Le ministère de l'Éducation du Québec (MEQ) a accordé 22,3 M\$ au Centre de services scolaire (CSS) de Sorel-Tracy afin, notamment, de couvrir le coût des travaux. La facture a grimpé puisque les travaux étaient auparavant évalués à 14,2 M\$. Or, selon CJSO, la plus basse soumission conforme a été de 17 M\$ par Construction

Sorel. En ajoutant les services professionnels en architecture et ingénierie, confiés à Bisson Fortin et EXP, la facture est maintenant de 22,3 M\$.

« Les écoles dans lesquelles évoluent nos jeunes ont une influence sur leur réussite éducative. [...] Je suis persuadé que ces nombreuses améliorations auront des effets positifs sur le quotidien des élèves et de l'ensemble du personnel », a mentionné le ministre de l'Éducation, Bernard Drainville.

« [...] C'est l'ouverture d'un chantier qui permettra, à terme, d'offrir aux élèves des infrastructures de qualité. Nous voulons que leur environnement soit inspirant, qu'il leur permette d'avoir le goût, chaque matin, d'apprendre », a pour sa part déclaré le député de Richelieu, Jean-Bernard Émond.

« [...] Ce projet tant attendu permettra aux élèves d'avoir accès à un lieu d'apprentissage sécuritaire, moderne et plus lumineux [...] », a conclu Christian Lacourse, directeur général du CSS de Sorel-Tracy.

J.-P.M.

Court limits on Bill 96 a “significant win” for EMSB

By Joel Ceausu
The Suburban

The Quebec Superior Court has provided a partial stay of provisions of Bill 96 and the Charter of the French Language following the EMSB’s challenge to the application of amendments brought into force in June 2023, without any consultation of the English-language community.

EMSB Chair Joe Ortona called the ruling a “significant win,” noting that the Superior Court stayed parts of the law that would require English school boards to communicate exclusively in French when corresponding with key institutions of the English-speaking community, such as the Quebec English School Boards Association. Many critics and even some proponents of a more robust French-language charter found it unreasonable that English educational bodies were forced to communicate with other English educational bodies in French.

While Ortona reiterated the board’s commitment to teaching French, so students “can live and work in Quebec, it is important to emphasize that we are an English-language school board and a key institution of

the English-speaking community.”

In the ruling, the court concluded that the term “school service centres” in legislation applies to English-language school boards, despite the fact that Bill 40 does not apply to English-language school boards, which are also not school service centres. The EMSB’s council of commissioners will decide whether to appeal this part of the ruling.

This ruling also benefits other English language boards and the Quebec English School Boards Association.

As for Bill 96 provisions that were not stayed by the Court, the status quo will generally be maintained until there is a final judgment on the law’s constitutionality, Ortona adding that the EMSB can continue to use English exclusively in many situations, “which is good news.” The board challenged the constitutionality of some provisions the day Bill 96 gained assent. The EMSB’s constitutional challenge has been joined with court challenges of other parties and is progressing through the court system and expected to be a lengthy process, he noted. “The EMSB applied for a stay to avoid suffering irreparable harm while the EMSB waits for a final decision on the constitutional challenge.” ■■■

Communiqué (s)



CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DES HAUTS-BOIS-DE-L'OUTAOUAIS

Nomination de France Vaillancourt au poste de conseillère pédagogique en adaptation scolaire

26 avril 2024

Le Centre de services scolaire des Hauts-Bois-de-l'Outaouais est fier d'annoncer la nomination de France Vaillancourt au poste de conseillère pédagogique en adaptation scolaire au Service des ressources éducatives.



France Vaillancourt possède une solide formation académique, incluant un baccalauréat en éducation préscolaire et en enseignement primaire ainsi qu'un diplôme d'études supérieures spécialisées en adaptation scolaire et sociale. Son expérience s'étend sur plus de deux décennies dans le milieu scolaire, où elle a occupé plusieurs rôles, soit enseignante titulaire, enseignante en orthopédagogie et, depuis 2019, orthopédagogue.

Sa contribution dans le milieu scolaire, son esprit de collaboration et sa bonne capacité d'adaptation sont largement reconnus. Sa nomination en tant que conseillère pédagogique en adaptation scolaire reflète sa compétence professionnelle et son engagement envers le milieu de l'éducation.

Nous félicitons France pour sa nomination et nous lui souhaitons le meilleur des succès dans ses nouveaux défis professionnels.

Pour plus d'information



Centre de services scolaire des Hauts-Bois-de-l'Outaouais

331, rue du Couvent

Maniwaki Québec

Canada J9E 1H5

🌐 www.cshbo.qc.ca



CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DU PAYS-DES-BLEUETS

Inauguration du local Mamou à la Cité étudiante de Roberval

26 avril 2024

C'est le 11 avril que le Comité mixité sociale autochtones-allochtones a inauguré le local Mamou, qui est un espace dédié à la promotion du dialogue, de la compréhension mutuelle et de la collaboration entre les élèves autochtones et allochtones.

Les membres du personnel de la Cité étudiante de Roberval, les élèves et leurs parents ainsi que des partenaires du milieu étaient conviés à cette inauguration. Au menu de cette soirée spéciale : accueil traditionnel et *teueikan* avec Kukum Germaine de Mashteuiatsh, démonstration de danses traditionnelles, mot du directeur de l'école, dévoilement du logo, goûter traditionnel, murale, prix de présence, etc.

L'événement d'hier était une belle occasion pour promouvoir le local Mamou, endroit dédié aux élèves des Premiers Peuples, visant à offrir l'aménagement d'un milieu de vie sain, sécuritaire et accueillant. Également accessible aux allochtones, le local fait partie d'un projet dont l'objectif général est de contribuer à la persévérance scolaire et à la réussite éducative des jeunes en passant par les valeurs du vivre-ensemble. Mme Vicky Villeneuve, chargée de projet, et Mme Marilou Villeneuve, technicienne en travail social, sont sur place pour offrir du soutien et de l'écoute ainsi que pour animer des activités.

Pourquoi avoir choisi ce nom pour le local? *Mamou*, mot issu de la langue des Premières Nations atikamekw et ilnu signifiant « ensemble », est le nom d'un projet né en septembre 2016 au Centre de services scolaire du Pays-des-Bleuets. Il vise à répondre au besoin d'intégration des élèves autochtones fréquentant les écoles primaires de Roberval et à favoriser leur réussite scolaire. Cette approche vise à favoriser une sécurisation culturelle, point de départ pour une meilleure adaptation dans leur milieu. C'est pourquoi *Mamou* était le nom parfait pour le local afin d'offrir une continuité au projet des écoles primaires.

Comité mixité sociale autochtones-allochtones

Le Comité mixité sociale autochtones-allochtones a pour mission de favoriser l'inclusion sociale et la diversité culturelle à travers une démarche de sécurisation culturelle. Il a été créé en juin 2022 et découle d'une démarche ÉKIP visant à favoriser la mixité sociale des jeunes autochtones et allochtones. Il est formé de professionnels travaillant dans le réseau de l'éducation, de la santé et des services sociaux et communautaire. Ceux-ci ont décidé d'unir leurs forces et de travailler main dans la main afin de maximiser la portée de leurs actions.

L'inauguration d'hier était un grand moment de fierté pour les jeunes et marque un engagement commun en faveur de l'inclusion et du dialogue interculturel.

Pour plus d'information



Centre de services scolaire du Pays-des-Bleuets

828, boulevard Saint-Joseph

Roberval Québec

Canada G8H 2L5

🌐 www.cspaysbleuets.qc.ca



CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DE SOREL-TRACY
Début des travaux à l'école secondaire Bernard-Gariépy

26 avril 2024



Les travaux de remplacement du revêtement extérieur de l'école secondaire Bernard-Gariépy, située sur le boulevard des Érables à Sorel-Tracy, ont débuté le 2 mars 2024 et devraient se terminer à l'automne 2025.

Ces travaux permettront de remplacer le revêtement extérieur, de remplacer certaines fenêtres et d'en ajouter, ainsi que de mettre aux normes des issues de secours qui ne répondent plus aux normes de sécurité actuelles. Les nouvelles installations, modernes, lumineuses et sécuritaires, profiteront à l'ensemble des élèves et du personnel de l'école.

Le ministère de l'Éducation du Québec (MEQ) a accordé un peu plus de 22 millions de dollars au Centre de services scolaire de Sorel-Tracy afin, notamment, de couvrir le coût des travaux. Il est à noter que le contrat de construction a été confié à l'entrepreneur Construction Sorel ltée et que les firmes d'architectes et d'ingénieurs retenues sont respectivement Bisson Fortin et EXP.

« Les écoles dans lesquelles évoluent nos jeunes ont une influence sur leur réussite éducative. C'est pourquoi je suis très content des travaux qui débutent à l'école Bernard-Gariépy. Je suis persuadé que ces nombreuses améliorations auront des effets positifs sur le quotidien des élèves et de l'ensemble du personnel. Merci à tous ceux qui participent à ce projet et bons travaux! », a mentionné le ministre de l'Éducation, M. Bernard Drainville.

« Je suis très heureux du début des travaux de remplacement du revêtement extérieur de l'école secondaire Bernard-Gariépy. C'est l'ouverture d'un chantier qui permettra, à terme, d'offrir aux élèves des infrastructures de qualité. Nous voulons que leur environnement soit inspirant, qu'il leur permette d'avoir le goût, chaque matin, d'apprendre. Nos jeunes méritent ce qu'il y a de mieux! », a pour sa part déclaré le député de Richelieu, M. Jean-Bernard Émond.

« Je me réjouis du début des travaux concernant secondaire Bernard-Gariépy. Ce projet tant attendu permettra aux élèves d'avoir accès à un lieu d'apprentissage sécuritaire, moderne et plus lumineux. Je salue la contribution du ministre de l'Éducation dans ce dossier ainsi que la collaboration du député de Richelieu, M. Jean-Bernard Émond », a affirmé M. Christian Lacourse, directeur général du Centre de services scolaire de Sorel-Tracy.

Pour plus d'information



Centre de services scolaire de Sorel-Tracy

41, avenue de l'Hôtel-Dieu
Sorel-Tracy Québec
Canada J3P 1L1
🌐 www.cs-soreltracy.qc.ca



CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DE MONTRÉAL
Événement de reconnaissance – 5 et 10 ans de carrière

26 avril 2024



Nous avons eu l'honneur, le 2 avril dernier, de célébrer les membres du personnel du Centre de services scolaire de Montréal ayant cumulé 5 et 10 ans de service au cours de l'année scolaire. Cette cérémonie fut l'occasion de reconnaître la contribution du personnel et de commémorer d'importants jalons de leur carrière.

La directrice générale du CSSDM, Isabelle Gélinas, en a profité pour livrer un témoignage et mentionner comme le travail de chaque personne est remarqué et essentiel :

« Ce que mon équipe et moi souhaitons vous dire aujourd'hui, c'est que votre travail est reconnu et apprécié! On constate vos efforts et votre engagement à chaque jour dans nos écoles et au sein de nos services.

Par votre présence, votre dépassement et votre sourire, vous faites la différence dans vos milieux.

Merci de contribuer au succès de la communauté éducative et à la réussite de nos élèves! »

Pour sa première édition, l'événement s'est déroulé au Vieux-Port de Montréal. Les participantes et participants intéressés pouvaient profiter des expositions et découvrir les offres éducatives et pédagogiques du Centre des sciences. Elles et ils ont aussi eu l'opportunité de prendre leur portrait professionnel grâce à la présence de photographes et de faire la rencontre de centaines de personnes œuvrant elles aussi à la réussite éducative.

Chaque anniversaire de carrière compte!

Cette nouvelle pratique en matière de reconnaissance vise à souligner certains grands jalons de carrière. Les 5, 10, 25, 35 ans de service, de même que les départs à la retraite sont dorénavant commémorés grâce à des activités annuelles.

Merci à toutes et tous d'avoir été des nôtres!

Pour plus d'information



Centre de services scolaire de Montréal
5100, rue Sherbrooke Est, local 180
Montréal Québec
Canada H1V 3R9
🌐 www.csdm.qc.ca

Près de 1,4 million de dollars pour répondre aux besoins de main-d'œuvre qualifiée, en soudage-montage, des entreprises de Laval

NOUVELLES FOURNIES PAR

Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale →

25 avr, 2024, 10:00 ET

LAVAL, QC, le 25 avril 2024 /CNW/ - Le ministre délégué à l'Économie, ministre responsable de la Lutte contre le racisme et ministre responsable de la région de Laval, Christopher Skeete, ainsi que la députée de Laval-des-Rapides, Céline Haytayan, annoncent un investissement de 1 371 899 \$ qui permettra de former, à l'École des métiers spécialisés de Laval, des personnes en soudage-montage.

Cette annonce, au nom de la ministre de l'Emploi et ministre responsable de la région de la Côte-Nord, Kateri Champagne Jourdain, et du ministre de l'Éducation et ministre responsable de la région de la Chaudière-Appalaches, Bernard Drainville, permettra de répondre aux besoins de plusieurs entreprises de la région.

Alternance travail-études

Au total, cet investissement contribuera à accroître les compétences de 22 travailleurs et travailleuses. Jusqu'à maintenant, 11 personnes ont amorcé leur parcours et une seconde cohorte du même nombre sera constituée au cours des prochains mois. Offerte jusqu'à l'hiver 2025, la formation se déroulera sous forme d'alternance travail-études. Cette formule permet de mieux assimiler les contenus théoriques en les appliquant directement en entreprise, dans la fonction de travail. Les travailleurs et travailleuses recevront une aide financière durant leur formation de 1 422 heures d'enseignement et de 378 heures de stage en entreprise.



Une bonne concertation du milieu

Cette annonce est le fruit d'une étroite collaboration entre des entreprises de la région, le Comité sectoriel de la main-d'œuvre dans la fabrication métallique industrielle et l'École des métiers spécialisés de Laval, rattachée au Centre de services scolaire de Laval.

À Laval, ce sont environ 90 entreprises qui emploient des soudeurs dans la fabrication métallique industrielle. Les perspectives d'emploi dans la région sont donc excellentes!

Les formations mèneront à l'obtention d'un diplôme d'études professionnelles en soudage-montage. Les personnes qui obtiendront ce diplôme pourront exercer les métiers de soudeuses et soudeurs ainsi que d'opératrices et opérateurs de machine à souder et à braser.

Solution proactive à des besoins concrets

Cela répond à des besoins concrets des entreprises de la région qui rencontrent souvent des difficultés de recrutement pour cette profession. Les formations seront offertes par l'École des métiers spécialisés de Laval. Les entreprises et les personnes souhaitant accueillir des élèves peuvent d'ailleurs communiquer avec l'École des métiers spécialisés de Laval pour plus de renseignements. Cette dernière les mettra en lien avec une entreprise à la recherche de leur profil, afin que la formation en alternance travail-études puisse avoir lieu.

Citations

« En investissant dans la formation en soudage-montage, on répond directement aux besoins urgents des entreprises de Laval. Cette initiative offre aux travailleurs et travailleuses les compétences nécessaires pour intégrer rapidement le marché du travail et soutenir la croissance économique de notre région. »

Christopher Skeete, ministre délégué à l'Économie, ministre responsable de la Lutte contre le racisme et ministre responsable de la région de Laval

« Grâce à cette formation offerte à l'École des métiers spécialisés, les personnes inscrites développent les compétences nécessaires pour occuper un emploi de qualité dans des entreprises de proximité. C'est non seulement bénéfique pour les entreprises, pour les travailleuses et les travailleurs, mais aussi pour l'ensemble de la communauté lavalloise. »

Céline Haytayan, députée de Laval-des-Rapides

« Cet investissement de 1,4 million de dollars pour former des travailleurs et travailleuses répond directement aux besoins de plusieurs entreprises de Laval. Pour assurer leur essor et demeurer attractives, les entreprises doivent miser sur le développement des compétences des membres leur personnel, et c'est une excellente nouvelle en ce sens aujourd'hui! J'invite les entreprises et les personnes intéressées à s'inscrire dès maintenant! »

Kateri Champagne Jourdain, ministre de l'Emploi et ministre responsable de la région de la Côte-Nord

« Investir dans la formation professionnelle, c'est valoriser des métiers essentiels à notre développement économique. Grâce à cette formation, les élèves recrutés par les entreprises acquièrent dès aujourd'hui les compétences nécessaires pour occuper des emplois qui permettent de bâtir le Québec de demain. »

Bernard Drainville, ministre de l'Éducation et ministre responsable de la région de la Chaudière-Appalaches

« Nous accueillons avec enthousiasme ce projet qui vient répondre à des besoins importants dans le milieu du soudage à Laval, et ce, tant sur le plan de la formation que sur celui du marché du travail. Il vient également démontrer toute l'importance d'une formation de qualité favorisant l'accès à l'emploi, et c'est une fierté de voir celle-ci être déployée dans les nouvelles installations en métallurgie de l'École des métiers spécialisés. Merci à nos partenaires pour ce soutien et aux entreprises qui accueillent nos stagiaires. »

Yves Michel Volcy, directeur général du Centre de services scolaire de Laval

« L'essor de l'industrie de la fabrication métallique du Québec repose, entre autres, sur la dotation de postes liés à des métiers spécialisés. PERFORM est heureux d'avoir agi à titre de promoteur collectif de ce projet de formation qui répond parfaitement à sa mission et aux besoins de cette industrie qu'elle soutient. »

Carl Boily, directeur général de PERFORM, Comité sectoriel de la main-d'œuvre dans la fabrication métallique industrielle

Faits saillants

- En plus de faciliter la conciliation travail-études et vie personnelle, ce programme permet aux personnes participantes de mieux assimiler les contenus théoriques en les appliquant directement en entreprise.
- Pour l'ensemble du projet, le financement du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale se chiffre à 780 678 \$ et celui du ministère de l'Éducation, à 591 221 \$.
- La formation professionnelle en soudage-montage permet d'acquérir les compétences essentielles afin d'effectuer les travaux préparatoires au soudage-montage, de réaliser des projets de montage et de soudage sur des éléments de base, des structures, des projets de montage industriels et des structures métalliques, et ce, avec différents procédés de soudage.
- L'investissement est réalisé dans le cadre du Programme de formations de courte durée (COUD) privilégiant les stages dans les professions priorisées par la Commission des partenaires du marché du travail, qui permet de former le personnel déjà en poste, nouvellement embauché, ainsi que la relève.

Pour en savoir plus sur les activités du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale, consultez les médias sociaux :

[facebook.com/EmploiSolidaritesocialeQc](https://www.facebook.com/EmploiSolidaritesocialeQc)

twitter.com/messqc

[linkedin.com/messqc](https://www.linkedin.com/company/messqc)

Renseignements: Sources : Émilie Savard, Attachée de presse, Cabinet de la ministre de l'Emploi et ministre responsable de la région de la Côte-Nord, Tél. : 367 990-8473; Léonie Bernard-Abel, Attachée de presse, Cabinet du ministre délégué à l'Économie, ministre responsable de la Lutte contre le racisme et ministre responsable de la région de Laval, Tél. : 418 999-1939; David Arsenault, Attaché politique, Bureau de Céline Haytayan, Députée de Laval-des-Rapides, Tél. : 450 668-6077, poste 83966; Renseignements : Relations avec les médias, Direction générale des communications, Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale, Tél. : 418 643-9796

Transport scolaire - Nouveaux jours de grève pour le Syndicat de Pointe-Aux-Outardes (CSN)

NOUVELLES FOURNIES PAR

CSN →

25 avr, 2024, 15:41 ET

BAIE-COMEAU, QC, le 25 avril 2024 /CNW/ - Aujourd'hui, le Syndicat des chauffeurs scolaires de Pointe-Aux-Outardes-CSN a envoyé un avis de grève au ministère du Travail afin de déclencher une grève de 48 heures le 7 mai prochain. Le 29 janvier dernier, le syndicat avait adopté unanimement, à scrutin secret, un mandat de grève de vingt jours à exercer au moment jugé opportun.

Sans convention collective depuis le 30 juin 2022, le syndicat regroupe 17 membres travaillant pour les Autobus de l'Estuaire inc. La Fédération des employées et employés de services publics-CSN compte plus de 425 syndicats affiliés représentant 65 000 membres œuvrant dans le domaine des services publics et parapublics. Le Conseil central Côte-Nord-CSN regroupe plus de 50 syndicats et 5500 membres sur tout le territoire de la région.

Fondée en 1921, la CSN est une organisation syndicale qui œuvre pour une société solidaire, démocratique, juste, équitable et durable. À ce titre, elle s'engage dans plusieurs débats qui intéressent la société québécoise. Elle regroupe plus de 330 000 travailleuses et travailleurs réunis sur une base sectorielle ou professionnelle dans huit fédérations, ainsi que sur une base régionale dans 13 conseils centraux, principalement sur le territoire du Québec.

SOURCE CSN



Renseignements: Martin Petit, Service des communications de la CSN, 514 894-1326,
martin.petit@csn.qc.ca